

Gilles RAVEAUD

La dispute des économistes

2013

LE BORD DE L'EAU

**la dispute
des
économistes**

troisième culture

Dans la cour de la Sorbonne, trônent deux statues : Victor Hugo, personnifiant la culture littéraire ; Louis Pasteur, personnifiant la culture scientifique. Ce n'est qu'à l'extérieur du bâtiment, sur la place de la Sorbonne, que l'on trouve une troisième statue, d'Auguste Comte, l'inventeur du mot « sociologie ». Symbole plus modeste d'une « troisième culture », la culture des sciences humaines, qui, pour avoir depuis trouvé une place légitime dans l'Université, reste trop méconnue du grand public. La sociologie, l'histoire, l'économie, l'anthropologie, la psychologie ou encore les sciences politiques offrent autant d'approches d'une interrogation commune et fondatrice : que font les hommes confrontés à certaines questions qui s'imposent à eux ou qu'ils se posent ? Et jamais ces savoirs ne nous ont été aussi indispensables qu'aujourd'hui. Chaque ouvrage de la collection Troisième culture propose de découvrir une question, un concept ou une perspective propre à une discipline de science humaine.

sommaire

introduction 7

l'économie comme marché 14

l'économie comme circuit 29

l'économie, lieu de rapports de force 45

**l'économie dans son environnement
naturel et humain 61**

conclusion 78

pour aller plus loin 86

lexique 89

introduction

pas d'accord !

Pour qui essaie de comprendre

l'actualité économique, les économistes paraissent déconcertants : savants et sûrs de leur discours, ils sont rarement d'accord entre eux. Quand l'un explique qu'il faut diminuer les impôts, l'autre insiste sur la nécessité de les augmenter. La sortie de l'euro est la solution à la crise pour certains, une catastrophe pour d'autres. Qu'il s'agisse d'organiser le commerce international, de lutter contre le chômage ou de réduire la dette, le même scénario se répète à chaque crise : différents économistes avancent des arguments, tous pertinents, mais pourtant contradictoires entre eux.

Les économistes ne sont pas des scientifiques vivant dans leur bulle. Ce sont des hommes (surtout) et des femmes (un peu) nés dans une famille pauvre ou riche, qui ont vécu durant leur jeunesse dans une société marquée par la crise ou au contraire le plein-

emploi, qui ont appris certaines valeurs, qui ont des croyances religieuses ou politiques, etc. Tous ont reçu des enseignements qui ont façonné leur façon de penser. En particulier, ces enseignements leur ont permis de développer une certaine *représentation* de l'économie. Par « représentation », nous désignons l'image que l'on se fait de la réalité économique et à laquelle nous donnons le nom d'« économie ». Pour certains, « l'économie » c'est le marché, comme le marché de fruits et légumes un samedi matin ; pour d'autres, l'économie, c'est le chômage. Certaines personnes voient l'économie comme un système qui exploite les ouvriers ; d'autres enfin, conçoivent l'économie comme un outil qui doit être mis au service de l'homme et de la société. Ils ne parlent donc pas tous de la même chose.

Bien entendu, il est possible de penser que l'économie, c'est un peu de tout cela. C'est, en fait, la position de ce livre. Mais il arrive que des personnes, y compris parmi les plus influentes, estiment que la représentation qu'elles se font de ce qu'est l'économie est la bonne, qu'elles disposent du « bon modèle » de la réalité.

*Et pourtant, on doit admettre qu'il
n'existe pas une seule façon de penser
l'économie.*

Le fait de ne pas reconnaître l'existence d'une variété de représentations pertinentes de l'économie est une des raisons pour lesquelles les débats entre écono-

mistes tournent parfois au dialogue de sourds. En effet, s'il n'y avait qu'une manière de penser l'économie, les discussions ne pourraient porter que sur la meilleure manière de faire fonctionner le système. Il s'agirait de propos purement techniques, à l'image d'une discussion entre garagistes devant réparer une automobile. À l'évidence, ce n'est pas ce qui se passe : si des universitaires, des experts et des chercheurs formulent des recommandations divergentes, c'est parce qu'ils ne pensent pas l'économie de la même manière, parce qu'ils ne la « voient » pas avec les mêmes lunettes.

Bien entendu, ces désaccords ont également des fondements politiques, puisque les politiques préconisées ont généralement des effets redistributifs qui peuvent avantager une partie de la population plutôt qu'une autre. C'est d'ailleurs pour cette raison que la dispute des économistes nous intéresse au premier chef. Afin de la comprendre, nous avons retenu quatre grandes représentations de l'économie.

Quatre représentations de l'économie : marché, circuit, pouvoir, société et nature

Parmi les différentes manières de voir l'économie, nous allons en développer quatre, qui permettent de comprendre un grand nombre de phénomènes économiques et qui constituent une introduction aux différentes théories économiques.

La première manière de se représenter l'économie, inspirée d'Adam Smith (1723-1790), est le marché. Pour la grande majorité des économistes, notam-

ment ceux travaillant dans les universités et les institutions les plus influentes, l'économie est un grand marché. Prenons le cas du pétrole: d'un côté, le développement économique nécessite toujours plus de pétrole. De l'autre, les ressources en pétrole sont limitées. Dans ce cas, l'analyse en termes de marché explique que le prix du pétrole doit augmenter.

Pour les économistes libéraux, tous les mécanismes économiques, qu'il s'agisse de la mondialisation, de la santé, des salaires, etc., sont des marchés.

Il convient alors de faire en sorte que ces marchés fonctionnent au mieux, en accroissant la concurrence. Cette analyse est au cœur des traités de l'Union européenne, qui insistent sur la nécessité de développer une économie fondée sur la « concurrence libre et non faussée ».

D'autres économistes, héritiers de John Maynard Keynes (1883-1946), estiment que l'approche libérale ne permet pas de comprendre le fonctionnement global de l'économie. Selon eux, l'économie n'est pas un marché sur lequel s'échangent des biens et des services contre d'autres biens et services, mais un circuit, irrigué par un bien très particulier: la monnaie. Grâce à la monnaie, chacun peut être payé, emprunter auprès de sa banque et rembourser ses prêts, consommer, etc., ce qui permet au circuit de fonctionner. Le problème essentiel est alors celui de

la cohérence du circuit: les revenus distribués seront-ils suffisants pour absorber toute la production?

Dans cette perspective, l'augmentation du prix du pétrole risque de générer du chômage en réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs, et donc la consommation et la production d'autres biens. Le chômage est le déséquilibre majeur en économie capitaliste et, pour contrarier ce phénomène récurrent, il est nécessaire d'élaborer des politiques économiques afin de rétablir le bon fonctionnement du circuit économique.

Une troisième représentation de l'économie, proposée par Karl Marx (1818-1883), met en avant les rapports de domination qui s'exercent dans la sphère économique et qui sont nécessaires au développement du capitalisme. Cette approche insiste sur le fait que l'économie est hiérarchisée: si le prix du pétrole augmente, c'est d'abord à cause de la capacité des pays producteurs et des entreprises pétrolières privées à fixer « librement », *i. e.* selon leurs propres intérêts, le prix d'un bien pourtant nécessaire à tous. Les économistes marxistes relèvent que le capitalisme, s'il repose toujours sur l'exploitation des travailleurs par les possesseurs du capital, prend différentes formes au cours de l'histoire. Ainsi, la phase actuelle du capitalisme est caractérisée par la domination de la finance, faisant suite à une période au cours de laquelle le capitalisme avait été domestiqué par l'intervention de l'État. Pour ces économistes, il convient de maîtriser, voire de renverser le capitalisme, afin de lutter contre les inégalités et de permettre à la démocratie de s'épanouir.

Enfin, l'approche environnementale et humaine de l'économie, développée notamment par Karl Polanyi (1886-1964), critique la « marchandisation » du monde, c'est-à-dire l'idée que l'intégralité de la vie humaine doit être subordonnée aux exigences du marché.

L'économie devrait au contraire être considérée comme une sous-partie de la nature, et donc voir son développement limité et encadré.

Si le prix du pétrole augmente, c'est parce qu'il est rare, et qu'il convient de l'économiser. Il est alors impératif de concevoir un système économique qui soit durable, c'est-à-dire qui n'endommage pas l'environnement.

Selon cette représentation, le marché défait le lien social et alimente l'égoïsme, le mal-être et les problèmes de santé en installant les individus dans une sur-consommation morbide et en dévalorisant les activités, essentielles, de soins, d'éducation et de solidarité. Il est alors urgent de faire-valoir ces activités essentielles à la vie personnelle comme à la vie sociale autrement que par leur seule valorisation marchande.

L'économie comme science sociale

Quatre grandes figures, Adam Smith, John Maynard Keynes, Karl Marx et Karl Polanyi, ont pro-

posé ces représentations. Fait remarquable, chacun de ces auteurs a produit son œuvre en Angleterre, lieu d'« invention » de la Révolution industrielle, du *welfare state*... et du thatchérisme. De plus, on relèvera qu'aucun de ces auteurs n'était économiste de formation : Smith et Marx étaient philosophes, Keynes mathématicien, Polanyi historien. On ne saurait mieux souligner l'appartenance de l'analyse économique aux sciences sociales.

Les quatre grandes représentations de l'économie qu'ils ont inspirées ne sont pas seulement des schématisations des principaux courants de pensée de l'analyse économique aujourd'hui. Elles constituent les images divergentes qui s'opposent et animent la grande dispute que les économistes ne cessent d'entretenir entre eux et qui témoigne de la vitalité d'une discipline qui nous concerne tous au plus haut point.

l'économie comme marché

« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage. »
Adam Smith, 1776.

Le marché comme espace de liberté et comme lien social

Né en 1723 à Kirkaldy en Écosse, Adam Smith étudie à Glasgow puis à Oxford, où il se consacre à la philosophie, à la théologie et aux lettres. Il sera influencé par son professeur Francis Hutcheson, qui lui enseigne que « l'action la meilleure est celle qui procure le plus grand bonheur au plus grand nombre ». Smith sera également marqué par le physicien Isaac Newton, le découvreur des « lois » de la nature. Dans ses travaux d'économie politique, Smith ambitionnera de construire une science à laquelle il donne pour but de découvrir les

moyens « d'enrichir à la fois le peuple et le souverain ».

Smith écrira son œuvre majeure, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* en 1776, au moment où la révolution industrielle n'en est qu'à ses prémices. Smith se pose les questions suivantes : pourquoi certaines nations sont-elles riches ? Comment se sont-elles développées ?

*Pour Smith, les échanges sont
à l'origine de la richesse.*

Selon lui, l'homme « a presque continuellement besoin du secours de ses semblables ». En effet, il faut que d'autres personnes travaillent pour nous fournir le logement, les habits, la nourriture, les loisirs... dont nous avons besoin. Mais il nous faut d'abord vendre le produit de notre travail, afin d'acquérir ces biens et services. De ce fait, « chaque homme devient une espèce de marchand » : pour pouvoir acheter, il faut d'abord vendre.

Pour Smith, cette situation est bénéfique. En effet, le marché est un lieu où chacun peut exprimer sa liberté, son autonomie, sa créativité. Il permet à chaque personne de s'extraire des carcans imposés par les traditions, comme celle qui voulait qu'un fils occupât la même profession que son père. De plus, l'échange marchand constitue un lien social puisqu'ainsi chacun participe à la satisfaction des besoins des autres. Plus le marché est étendu, plus l'interdépendance entre les hommes est forte, ce qui

renforce leur intérêt commun. Le marché est donc le ciment d'une société d'individus libres.

Depuis, Smith a été récupéré par les économistes qui souhaitent réduire la place de l'État dans l'économie. Adam Smith est ainsi présenté comme « l'inventeur » du libéralisme, si ce n'est l'apôtre du tout-marché. Pourtant, Smith insistait sur l'âpreté du conflit entre maîtres et ouvriers, soulignant que ce conflit tournait toujours à l'avantage des « maîtres », qui avaient le temps pour eux lors des grèves, et qui pouvaient se coaliser pour refuser les hausses de salaires demandées par leurs ouvriers. Smith appelait également, au nom de « la seule équité », à un salaire minimum permettant aux ouvriers de vivre décemment, estimant qu'« on ne doit pas regarder comme heureuse et prospère une société dont les membres les plus nombreux sont réduits à la pauvreté et à la misère ». Il avait noté que la division du travail – telle qu'on la rencontre aujourd'hui dans le travail à la chaîne ou les centres d'appels – conduisait à l'« abêtissement » des travailleurs. Enfin, Smith reconnaissait la nécessité de l'intervention de l'État, en particulier dans l'éducation.

Il convient en particulier de souligner que Smith n'a jamais développé l'idée selon laquelle le marché permettrait de concilier « naturellement » les intérêts de tous. Cette idée répandue, censée être résumée par la parabole de la « main invisible », repose sur une lecture erronée de son œuvre.

Une harmonie naturelle des intérêts?

Dans *La richesse des nations* (1776), Smith prend l'exemple d'un entrepreneur qui, motivé par la recherche du profit, embauche et investit. Cette personne va améliorer le sort des ouvriers ainsi employés, alors que cela n'entraîne nullement dans ses fins. De ce fait, l'entrepreneur va être conduit, comme par une « main invisible », à accomplir une action bénéfique pour la société, action pourtant initialement motivée par la seule recherche de son intérêt égoïste. Cette remarque de Smith, placée de manière accessoire dans un chapitre consacré aux échanges internationaux, se limite à relever que l'initiative individuelle peut contribuer à la prospérité collective. Mais elle n'implique pas l'harmonie de la société, ni le juste partage des richesses.

*Pour Smith, le profit est une part du
produit du travail de l'ouvrier
que le capitaliste lui prend.*

On voit l'ampleur du conflit de partage de la richesse que cela implique!

Smith était un militant de la libre concurrence. Il critiquait les corporations, qui imposaient des réglementations et fixaient les salaires, tout comme les gouvernements protectionnistes, qui instauraient des droits de douane et restreignaient certaines libertés, comme celle de travailler à l'étranger. Mais Smith

dénonçait également l'attitude des « marchands » — les entreprises privées —, qui cherchent en permanence à « restreindre la concurrence ». Il estimait que toute proposition de loi provenant de cette catégorie sociale « doit être reçue avec la plus grande défiance » puisqu'elle émane d'une classe de gens « qui ont, en général, intérêt à tromper le public ». En termes modernes, il faut, nous dit Smith, nous méfier des recommandations politiques des chefs d'entreprise... Enfin, pour Smith, les marchandises ne peuvent se vendre au juste prix que lorsque la concurrence est parfaite, une situation théorique bien peu susceptible de se réaliser. Mais qu'est-ce que le juste prix? Comment déterminer la « vraie » valeur des choses? Smith n'est pas parvenu à répondre à cette question. Il a développé l'idée selon laquelle les biens se vendent à leur « prix naturel », ce prix étant obtenu lorsque chaque facteur de production (le travail, le capital et la terre) est lui-même rémunéré à son niveau « naturel ». Le problème est que ce raisonnement est parfaitement circulaire. En effet, pour calculer le prix « naturel » du pain, il faut connaître le salaire « naturel » des meuniers. Mais ce salaire dépend lui-même du prix des biens de consommation, et donc... du prix du pain. C'est un échec: il n'est pas possible de connaître le prix naturel des biens et services. Ne pouvant résoudre cette difficulté, les économistes libéraux estiment que le vrai prix est celui que l'on observe sur les marchés concurrentiels: si la concurrence est parfaite, alors le prix constaté sera le « juste » prix.

Le prix d'équilibre

Le raisonnement en termes de marché repose sur trois éléments : la demande, l'offre et le prix.

Le premier élément est la demande : lorsqu'un bien coûte plus cher, nous en achetons moins. Si la baguette de pain coûte 1,50 euro, nous achetons du pain complet, moins cher. À l'inverse, les biens dont le prix baisse, comme les ordinateurs, sont de plus en plus achetés. Le deuxième élément est l'offre : plus le prix d'un bien augmente, plus les entreprises sont encouragées à en produire.

Prenons le marché de la tomate. Pour produire des tomates, les maraîchers doivent utiliser de l'eau, des graines, des engrais, embaucher des ouvriers agricoles, acheter des bâches, disposer d'un véhicule pour amener leur production au marché, etc. Bref, produire des tomates leur coûte de l'argent. Supposons que des tomates, de qualité équivalente, soient cultivées dans deux endroits : le sud de la France, et l'Espagne. Les coûts de production, et notamment les salaires, sont plus faibles en Espagne. De ce fait, les tomates espagnoles se vendent en France à 50 centimes d'euro le kilo. À ce prix, les maraîchers de France ne vont pas produire, puisque ce prix est insuffisant pour couvrir leurs dépenses. (C'est d'ailleurs pour cela qu'ils se mettent régulièrement en colère.)

Il se peut que les tomates venues d'Espagne ne suffisent pas à satisfaire toute la demande des consommateurs. Les supermarchés, qui voient leurs bacs se vider dès la fin de la matinée, en profitent pour accroître leur prix de vente. Petit à petit, le prix de

la tomate monte, il atteint 80 centimes, puis 1 euro, 1,50 euro... Constatant cela, les maraîchers de France décident à leur tour de produire, car le prix est devenu rentable pour eux. De ce fait, le nombre de tomates mises en vente dans les supermarchés va augmenter.

Nous avons ainsi deux résultats. Tout d'abord, on voit que lorsque de nombreuses personnes souhaitent acheter un bien, son prix s'élève: une demande plus forte entraîne une hausse du prix de vente. Ensuite, nous voyons que cette hausse du prix encourage de plus en plus de producteurs à produire. Autrement dit, la hausse du prix stimule l'offre.

Mais la hausse du prix de la tomate ne sera pas infinie. Puisque les maraîchers de France ont décidé de produire des tomates, il y a de plus en plus de tomates en vente dans les supermarchés. Le prix de vente de la tomate va cesser d'augmenter. Il va se stabiliser, par exemple à 1,80 euro le kilo. Nous obtenons alors notre troisième résultat: le mécanisme de marché est équilibrant (ou stabilisateur).

Le rôle fondamental du prix apparaît ici: il permet d'égaliser les quantités offertes et les quantités demandées. À l'image de la balance, on dit que le prix « équilibre » les quantités: au prix de 1,80 euro le kilo, toutes les tomates produites par les maraîchers au supermarché sont vendues, et toutes les personnes qui souhaitent acheter des tomates à ce prix peuvent le faire.

Ce prix d'équilibre est unique: si le supermarché voulait vendre ses tomates à 2 euros le kilo, il resterait des tomates invendues à la fin de la journée, qu'il faudrait détruire. À l'inverse, si le supermarché

affichait un prix de 1,50 euro, les consommateurs seraient trop nombreux; des clients frustrés viendraient se plaindre en fin de journée car ils trouveraient les bacs à légumes vides.

Pour les économistes libéraux, les prix sont les éléments essentiels d'une économie de marché. C'est grâce aux prix que les entreprises savent ce que les consommateurs désirent et que les consommateurs peuvent comparer le coût d'une chose avec toutes les autres. Les prix assurent donc la régulation de l'économie. Surtout, ce sont les *variations* du prix qui permettent de rendre égales les quantités offertes et les quantités demandées.

*Il faut que les prix bougent,
qu'ils fluctuent,
pour que le prix d'équilibre soit trouvé.*

La « liberté » des prix

Supposons que l'État estime que la tomate est un bien de base, et qu'il faut que tout le monde puisse en consommer. Il va ainsi fixer le prix de vente à 50 centimes le kilo : il sera interdit aux maraîchers de vendre de la tomate à un prix supérieur. Que va-t-il se passer? Seuls les consommateurs qui se lèvent tôt pourront acheter des tomates à ce prix. Autrement dit, lorsque l'État fixe un prix inférieur au prix de marché, la demande est trop importante par rapport à l'offre.

Si le prix légal est très en dessous du prix d'équilibre, des phénomènes négatifs vont se développer, comme la vente non déclarée: les consommateurs capables de payer leurs tomates 2 euros le kilo vont s'adresser à des maraîchers qui seront ravis de leur vendre à ce prix-là, en dehors du circuit légal.

À l'inverse, lorsque l'État impose un prix de vente supérieur au prix d'équilibre, il peut générer de la pénurie et de la corruption. Aujourd'hui, un paquet de cigarettes coûte environ 6 € en France, contre seulement 2,50 € en Andorre. La différence s'explique par les taxes prélevées par l'État français, qui souhaite lutter contre le tabagisme. Mais lorsque les prix légaux sont très supérieurs au prix d'équilibre du marché, les consommateurs mécontents vont essayer de se procurer le bien à des prix inférieurs, soit en achetant des cigarettes à l'étranger, soit en recourant à des achats illégaux.

Pour les libéraux, les interventions de l'État sont toujours néfastes car le marché, censé correspondre aux comportements naturels et spontanés des individus, est toujours le plus fort. Les prix de marché sont les vrais prix, et toute tentative de les modifier, artificiellement ou autoritairement, ne peut qu'échouer.

*C'est ce que signifie le terme
de « libéralisme » économique: la
liberté dont il s'agit, c'est celle des prix.*

Ils ne doivent être fixés par personne et doivent pouvoir varier sans contrainte. C'est à cette condition que les prix de marché sont « justes ».

Un juste prix?

Lorsque le prix de la tomate augmente, il devient dissuasif pour certains consommateurs qui limitent, voire cessent leur consommation. Ils pouvaient acheter des tomates à 50 centimes le kilo, mais 1,80 euro, c'est trop cher. Ces consommateurs sont alors exclus de l'échange. Pourtant, selon les libéraux, cette situation n'est pas injuste. Ils estiment que ces consommateurs « préfèrent » ne pas consommer de tomates à ce prix et acheter autre chose (par exemple des pommes de terre).

Les économistes libéraux affirment ainsi qu'au prix de 1,80 euro, « tout le monde est satisfait » et que toutes les décisions sont prises « librement ». Les producteurs sont nécessairement satisfaits, sinon ils n'auraient pas produit à ce prix. Les acheteurs le sont autant car personne ne les contraint. Mais le raisonnement va plus loin encore: les libéraux affirment que même les personnes pour qui le prix est trop élevé sont satisfaites. En effet, à ce prix, et étant donné leur revenu, elles « préfèrent » ne pas acheter de tomates. Le prix de marché est ainsi dit « juste ».

Un prix juste suppose qu'aucun acteur économique ne soit en mesure de fausser le prix. Nous l'avons vu, l'État ne doit pas fixer le prix. Pour que le prix soit « juste », il ne faut pas non plus qu'il soit fixé par des grandes surfaces, des producteurs, ou des

associations de consommateurs. Le prix doit résulter de la libre confrontation, sans intermédiaire, des demandes de *tous* les consommateurs individuels avec les offres de *tous* les maraîchers. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera juste.

C'est ici que les choses se compliquent sérieusement : aucun marché réel ne ressemble à ce marché parfait. Il existe très peu d'endroits où tous les producteurs viendraient se confronter directement à l'ensemble des consommateurs, et où un prix d'équilibre s'établirait. Même sur Internet, on constate que le même objet se vend à des prix différents, en raison de la fiabilité du vendeur, des garanties apportées, de la présentation du produit, etc.

Pour que le marché soit aussi vertueux que le modèle le prétend, il faut que des conditions strictes, et irréalistes, soient réunies. Les consommateurs doivent connaître la qualité des produits – ce qui est impossible avant de les avoir achetés, et même difficile après, comme le montrent les exemples des aliments, des jouets ou des médicaments contenant des substances nocives. Les consommateurs doivent également pouvoir comparer instantanément et sans coût les prix proposés par les différents vendeurs. De plus, aucun des vendeurs (ou des acheteurs) ne doit être plus « gros » que les autres, sinon il pourrait influencer les prix et fausser le marché. Il ne doit pas non plus y avoir d'entente entre vendeurs, au contraire de ce qui s'est passé dans la téléphonie mobile lorsque SFR, Bouygues et Orange se sont mis d'accord pour proposer les mêmes tarifs – une situation illustrant les ententes entre « marchands » au détriment des consommateurs dénoncées par Adam Smith. Il faut

également que de nouveaux concurrents puissent apparaître, afin de remettre en cause la situation des anciens et faire éventuellement baisser les prix.

Ces conditions très restrictives et toutes théoriques ne découragent pas les libéraux: si les marchés parfaits n'existent pas, il faut les créer. C'est en particulier la tâche de l'Union européenne.

L'Union Européenne: la concurrence au service du bien commun

Les politiques de l'Union Européenne (UE) sont organisées autour d'un principe central: promouvoir une concurrence « libre et non faussée ». La concurrence doit être « libre » au sens où il ne doit pas y avoir de secteur d'activité réservé à telle ou telle personne. Chacun, sous réserve de disposer des diplômes nécessaires, doit pouvoir travailler comme coiffeur, pharmacien, notaire ou professeur. De plus, la concurrence ne doit pas être « faussée », ni par les États, qui doivent renoncer à avantager les entreprises nationales face à la concurrence étrangère, ni par les entreprises, qui ne doivent pas se concerter pour se partager un marché ou fixer les prix.

Pour l'UE – tout comme pour Adam Smith – la concurrence est au service du consommateur: lorsque différentes compagnies aériennes desservent la même ligne, le pouvoir de choix du client incite les entreprises à proposer les meilleurs tarifs, mais aussi à fournir de nouveaux services. La concurrence doit donc procurer un triple bénéfice aux consommateurs: liberté de choix; baisse des prix; et hausse de la

qualité. À l'inverse, on parle de monopole lorsqu'une entreprise n'a pas de concurrents. Cette situation peut se rencontrer de manière exceptionnelle dans le secteur privé, comme dans le cas de Microsoft avant le développement des logiciels libres. Elle est surtout une caractéristique des services publics : avant la dérégulation, il n'y avait en France qu'un seul fournisseur d'électricité (EDF), de gaz (GDF), de services postaux (les PTT), etc.

Les entreprises en monopole sont accusées par les économistes libéraux et les rédacteurs des traités européens de ne pas tenir compte des demandes des consommateurs. Lorsque les personnes souhaitant prendre le train ne pouvaient faire autrement que de s'adresser à la SNCF, cette entreprise était libre de desservir telle ou telle gare, de fixer ses tarifs, d'imposer ses horaires aux usagers, etc. Avec la progressive mise en concurrence des transports, la SNCF est supposée devenir plus efficace et plus attentive aux demandes des clients, qui pourront de plus en plus facilement s'adresser à un autre prestataire de services s'ils ne sont pas satisfaits.

C'est de ce point de vue que le libéralisme est perçu comme un progrès par les États qui ont rédigé les traités européens.

Pour eux, la concurrence libère le consommateur de l'emprise des services publics et des entreprises qui se mettent d'accord pour tromper les clients.

Dans ces deux cas, un « gros » acteur exerce un pouvoir économique sur les « petits » : les consommateurs. Les traités européens prétendent alors protéger les consommateurs. La Commission européenne est le gendarme qui veille au respect de la libre concurrence. Enfin, la Cour de Justice européenne sanctionne les fraudeurs, États ou entreprises privées.

La liberté du consommateur est aussi censée être celle du citoyen. Dans le projet européen, la promotion de la concurrence vise l'ensemble des sphères de la vie, y compris l'éducation ou la santé. Dans tous les cas, la logique est la même : faire en sorte que chaque école, chaque hôpital propose les meilleurs services au meilleur prix, en différenciant son offre pour répondre aux demandes de chacun. Selon ce schéma, ce n'est plus l'État qui est le garant du bien commun en proposant des services publics de qualité accessibles à tous, c'est le marché qui remet entre les mains de chaque consommateur-citoyen les moyens de prendre les décisions qui sont les meilleures pour lui. Ainsi, chaque personne sera mieux servie.

Cependant, ce schéma suppose que chaque personne soit en mesure de choisir la « meilleure » école ou le « meilleur » hôpital. Or comment savoir ce qui convient à ses enfants ou à ses besoins médicaux ? De plus, les meilleures écoles et les meilleurs hôpitaux sont concentrés en quelques rares endroits et ne peuvent, par définition, accueillir tout le monde. Le processus de marché conduit nécessairement à une polarisation, au creusement d'un fossé toujours plus grand entre « bons » et « mauvais » établissements scolaires, hôpitaux, quartiers... C'est alors l'idée de service public et de mixité sociale qui est abandon-

née. Enfin, on remarquera que ces politiques menées au nom de la liberté imposent aux individus de se comporter en consommateurs, même s'ils ne le souhaitent pas. Une liberté nouvelle, celle de choisir l'école de ses enfants, se substitue à une autre liberté, celle de faire partie d'une société où l'accès aux mêmes services d'éducation (et de santé) est un droit. Par ailleurs, le marché est également un mécanisme déstabilisant pour l'ensemble de l'économie.

Du marché au circuit

Pour les libéraux, tout déséquilibre est résolu par la fluctuation des prix. Certes, il est exact que le marché a des vertus équilibrantes dans des cas simples et limités, comme le marché des fruits et légumes. Mais ce mécanisme ne fonctionne bien que par temps calme : il suffit d'une sécheresse ou d'inondations pour que ces marchés soient profondément déséquilibrés, et qu'il devienne impossible à un nouveau prix d'équilibre de s'établir.

De plus, le marché peut alimenter les déséquilibres, comme le montrent les marchés financiers dérégulés, caractérisés par la spéculation – le contraire de la stabilité – et qui vont de crises en crises. De même, le marché ne peut résoudre ce déséquilibre premier qu'est le chômage. Dans ce cas, la seule solution proposée par les libéraux est le « laissez-faire » : il suffirait de laisser les salaires baisser pour que le chômage disparaisse. L'apport fondamental de Keynes aura été de montrer que cette logique, loin d'apporter une solution au problème du chômage, l'aggrave.

l'économie comme circuit

« Il est certain que le monde ne supportera plus très longtemps l'état de chômage qui, en dehors de courts intervalles d'emballement, est une conséquence (...) inévitable de l'individualisme tel qu'il apparaît dans le régime capitaliste moderne. Mais une analyse correcte du problème permet de remédier au mal sans sacrifier la liberté ni le rendement. »

John Maynard Keynes, 1936.

L'économie, c'est du déséquilibre

La représentation en termes de marché donne une image rassurante de l'économie. Grâce à la concurrence, les marchés s'équilibrent, le chômage disparaît. Certes, cela n'empêchera pas la pauvreté, mais le système économique fonctionnera sans heurts. Pourtant, loin de cette image paisible, économie rime avec « crise », « déficits » et « chômage ».

L'histoire semble contrarier le modèle qui veut que l'économie de marché, livrée à elle-même, fonctionne bien. En effet, si des richesses sont créées,

cela n'assure pas qu'il y ait suffisamment de clients disposés à les acheter. Et même si toutes les richesses produites sont achetées, cela n'implique pas automatiquement le plein-emploi. En effet, il se peut que la production de toutes les marchandises vendues ne nécessite l'emploi que de 10 millions de personnes, quand 11 millions souhaiteraient travailler.

*Autrement dit, les invendus et
le chômage sont des caractéristiques
habituelles des économies de marché.
Le déséquilibre est la règle.*

Nous devons ce constat à l'économiste britannique John Maynard Keynes. Né en 1883 à Cambridge, Keynes fut dans la première partie de sa vie un économiste libéral, élève du professeur Alfred Marshall. Haut fonctionnaire engagé, Keynes protesta vigoureusement contre les réparations demandées à l'Allemagne par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Par la suite, il critiquera la politique menée par David Lloyd George, le Premier ministre britannique, qui, pour maintenir la valeur de la livre sterling, prit, au milieu des années 1920, des décisions conduisant à la récession et au chômage. Pour Keynes, qui deviendra professeur à Cambridge, la crise de 1929 démontre qu'il n'existe aucun mécanisme stabilisateur : livré à lui-même, le marché peut s'autodétruire, et entraîner dans sa chute la démocratie et la paix mondiale. De ce fait, pour Keynes, « il

est d'une importance vitale d'attribuer à des organes centraux certains pouvoirs de direction aujourd'hui confiés pour la plupart à l'initiative privée ».

Mais Keynes sait que nous sommes guidés par nos croyances plutôt que par la raison. Ainsi, il savait qu'appeler à un rôle actif de l'État dans l'économie se heurtait aux représentations admises de l'économie à son époque – qui sont d'ailleurs les mêmes que celles qui guident nos dirigeants actuels. Keynes insiste sur ce point : « La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles », mais « d'échapper aux idées anciennes ». Formé comme économiste libéral, il sait que son éducation conditionne sa vision du monde. Pour Keynes, le monde est « presque exclusivement » mené par les idées développées par « les philosophes de l'économie et de la politique ». Keynes sait donc qu'il a besoin d'imposer une nouvelle représentation du fonctionnement de l'économie s'il veut que ses recommandations de politique économique soient écoutées.

Cette nouvelle représentation, c'est celle d'une économie qui fonctionne en boucle, comme un circuit électrique ou hydraulique. L'argent circule, c'est là le mouvement essentiel. La Banque centrale crée de la monnaie qu'elle prête aux banques commerciales. Ces banques prêtent à leur tour aux entreprises, qui achètent des machines et versent des salaires à leurs salariés. En retour, les salariés achètent les biens et services produits par ces entreprises et empruntent auprès des banques. En fin de course, les entreprises et les salariés remboursent leurs emprunts. Le circuit est alors bouclé. Mais, pour que tout cela ait lieu, il faut d'abord un tour de magie...

La monnaie, une affaire de confiance

Tous les jours, nous utilisons des euros. Nous donnons des morceaux de papier appelés billets et des petits objets en métal dénommés pièces à des vendeurs qui les acceptent bien volontiers. Pourtant, ces billets et ces pièces ne valent rien en eux-mêmes : en dehors de la zone euro, personne ne les accepterait. Même les pièces ne contiennent pas, loin s'en faut, suffisamment de métal précieux pour pouvoir être fondues et utilisées comme l'étaient les pièces d'or.

Dans nos pays, la monnaie repose donc sur ce fait fondamental : elle ne vaut rien en elle-même, et pourtant tout le monde l'accepte. Ce fait étrange n'est jamais remis en question, sauf lors des grandes crises monétaires. Dans ces cas, comme en Allemagne suite à la Première Guerre mondiale ou en Argentine dans les années 1990, la défiance à l'égard de la monnaie est si forte que plus personne ne l'accepte. Les vendeurs demandent à être payés en or, en dollars ou au moyen de biens divers : cigarettes, pommes de terre, etc.

Dans la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) est la garante de la valeur de la monnaie. Sa mission essentielle est de garantir aux citoyens de la zone que leurs billets seront toujours valables demain, que leur épargne ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Pour cela, la BCE empêche que trop de monnaie ne soit imprimée. Une chose étonnante est que la BCE peut imprimer autant de billets qu'elle le souhaite ; il n'existe aucune limite légale ou technique à la quantité d'euros que l'institution de Francfort peut émettre.

Contrairement à une idée assez répandue, la valeur de ces billets n'est pas garantie par des stocks d'or possédés par la Banque européenne. Certes, la BCE a dans ses caisses de l'or, des dollars ou des yens que les États lui ont apportés lors de la création de l'euro. Mais il n'est pas demandé à la BCE de limiter son émission de billets au montant de richesses qu'il y a dans ses coffres. Ainsi, au début de l'année 2012, le bilan comptable de la BCE était de l'ordre de 3 000 milliards d'euros, quand il y avait environ 10 000 milliards d'euros en circulation – soit trois fois plus.

*Le fait de faire confiance à la Banque
centrale est donc le fait premier
des économies de marché.*

Sans cela, aucune économie moderne ne peut se développer. À ce premier miracle s'en ajoute un deuxième. Il n'a pas lieu à Francfort mais, au quotidien, dans toutes les agences bancaires.

Le deuxième miracle monétaire

Les billets imprimés par la BCE se retrouvent dans les coffres des banques commerciales : BNP-Paribas, Société Générale, Crédit Mutuel, etc. Ces banques vont à leur tour procéder à un tour de magie. Lorsqu'une banque dispose de 100 € dans ses caisses, elle peut prêter non pas seulement 100 €, mais 1 000 €. En ef-

fet, la réglementation impose aux banques de ne garder en réserve qu'environ 10 % (en réalité, un petit peu moins) du montant des prêts qu'elles accordent. Pourquoi la banque peut-elle prêter 1 000 € alors qu'elle ne dispose que de 100 €? Parce que prêter n'est qu'un jeu d'écriture, une ligne ajoutée sur un compte. Un entrepreneur qui a obtenu un prêt de 1 000 € ne va pas aller retirer cette somme au distributeur pour payer en liquide ceux à qui il doit de l'argent. Il va à son tour procéder à des virements bancaires. De nouvelles lignes vont apparaître sur les comptes des personnes concernées: un salarié verra son compte augmenter de 200 €, un fournisseur recevra 500 €, etc.

Tous ces transferts d'argent se font par de simples écritures. À aucun moment la monnaie fiduciaire n'est utilisée. Prenons le cas d'une personne qui reçoit son salaire (ou sa pension de retraite) sur son compte tous les mois, qui règle tous ses achats en utilisant sa Carte Bleue, et qui paye son loyer et ses factures par prélèvement automatique sur son compte. Cette personne n'utilisera jamais de pièces ou de billets! Toutes les transactions auxquelles cette personne participera se feront de façon électronique, immatérielle.

C'est pour cela que les banques peuvent se permettre de ne détenir en billets que 10 % des sommes qu'elles prêtent. Évidemment, cette situation est risquée: si nous souhaitons tous retirer notre argent au même moment, la banque ne pourra pas nous le restituer. Elle devra emprunter de l'argent liquide aux autres banques. Et si tous les clients de toutes les banques font de même, c'est le drame. Dans les années 1930,

les épargnants pris de panique se sont précipités pour retirer leurs économies mais leurs banques n'ont pu leur restituer.

Cependant, en temps normal, ce système permet aux entreprises et aux particuliers de recevoir beaucoup plus de crédits que si les banques devaient garder en liquide 100 % des sommes qu'elles prêtent. Or le crédit est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie. Bien entendu, ce système ne fonctionne correctement que si les crédits accordés ne sont pas trop nombreux – au contraire de ce qui s'est passé dans de nombreux pays ces dernières années.

La quantité de monnaie, initialement créée par la Banque centrale, est donc multipliée par les banques commerciales par les prêts qu'elles accordent.

En particulier, les banques accordent des crédits aux entreprises, les acteurs centraux du système économique.

Au cœur du circuit, les entrepreneurs

Au cours de la crise de 1929, l'économie de marché s'enfonce dans une récession toujours plus profonde. Pour Keynes, cette situation s'explique par le comportement des entrepreneurs. Leurs produits ne se vendant pas, les chefs d'entreprise baissent leurs prix. Mais ces recettes en baisse réduisent leurs profits et

ils diminuent alors les salaires de leurs employés ou les licencient. La spirale infernale est enclenchée: le chômage augmente, ce qui réduit encore le pouvoir d'achat des consommateurs, les entreprises ferment les unes après les autres, les licenciements augmentent, le chômage s'accroît...

Keynes estime que ce sont les entrepreneurs qui, par leurs décisions, façonnent l'économie.

Selon ce qu'ils imaginent être le futur, ils vont construire de nouvelles usines, ouvrir de nouveaux centres commerciaux, lancer de nouveaux produits... ou au contraire fermer des usines et licencier. La manière dont les entrepreneurs anticipent les événements à venir détermine leurs décisions d'aujourd'hui. S'ils sont optimistes, l'économie connaîtra un « cercle vertueux » dans lequel les embauches d'aujourd'hui permettent la consommation de demain et les embauches d'après-demain. À l'inverse, s'ils sont pessimistes, le « cercle vicieux » des faillites et du chômage s'enclenchera.

Keynes insiste sur le fait que le comportement des entrepreneurs est « rationnel »: chaque chef d'entreprise prend la meilleure décision possible pour son établissement. Qu'une entreprise diminue ses prix pour gagner des parts de marché est le quotidien de l'activité économique. Si elle est la seule à procéder ainsi, cette stratégie peut être efficace: avec des pro-

duits moins chers, mais des ventes supérieures, ses profits peuvent s'accroître. Mais lorsque toutes les entreprises agissent de même, la baisse générale des salaires entraîne l'économie dans un puits sans fond. L'économie est en récession permanente: chaque jour, moins de richesses sont produites que la veille – comme ce fut le cas de la Grèce à partir de 2008 et au moins jusqu'à aujourd'hui (2013).

Dans ce cas, indique Keynes, le marché livré à lui-même ne peut trouver la solution. Contrairement à ce que pensent les libéraux, non seulement la baisse des salaires n'a aucune vertu équilibrante mais, au contraire, elle aggrave la situation. Pour sortir de ce cauchemar, la puissance publique doit intervenir. Une intervention qui n'entend pas mettre fin à l'économie de marché, mais, au contraire, la soutenir. Elle peut d'ailleurs se faire à la demande des entreprises et des banques privées, comme ce fut par exemple le cas lors de la crise de 2008.

Deux institutions publiques peuvent agir: la Banque centrale, et l'État. L'intervention de la Banque centrale a comme avantage d'être celle qui agit le plus rapidement sur l'économie; mais elle ne suffit pas toujours.

La Banque centrale peut-elle sauver l'économie?

Même dans les économies de marché, un prix essentiel reste fixé par une institution publique: le taux d'intérêt. C'est la Banque centrale qui décide souverainement du montant qu'elle demande aux banques souhaitant emprunter de l'argent. Dans la réalité, ce

taux peut fluctuer très fortement, de 0 % à 15 % ou 20 %, voire plus.

Ces modifications du taux d'intérêt sont motivées par les objectifs poursuivis par la Banque centrale. Si la Banque souhaite stimuler l'activité économique, elle va diminuer le taux : particuliers et entrepreneurs pourront emprunter à meilleur prix, ce qui stimulera la demande de maisons, de voitures ou de machines. Ainsi, face à la récession de 2008, les banques centrales des pays développés ont toutes réduit leurs taux d'intérêt, qui ont même atteint la valeur plancher de 0 % aux États-Unis ou au Japon, afin d'encourager le crédit au maximum.

Mais pourquoi ne pas toujours procéder ainsi ? Pourquoi ne pas maintenir le taux d'intérêt à un niveau aussi bas que possible, afin d'encourager le crédit, les dépenses, et donc de réduire le chômage ? Parce que, dans certains cas, un taux d'intérêt trop bas entraîne une hausse des prix. En effet, s'il est très facile d'obtenir un crédit, de nombreux consommateurs vont acheter un nouveau véhicule, équiper leur logement, partir en vacances, acheter une maison... Confrontés à cette soudaine demande, les concessionnaires automobiles, les vendeurs d'électroménager, les voyagistes ou les promoteurs immobiliers vont en profiter pour accroître leur prix de vente. Peu à peu, ce sont tous les prix qui vont augmenter dans l'économie : c'est l'inflation.

Les consommateurs-salariés vont alors demander des hausses de salaires afin de maintenir leur pouvoir d'achat. Si les travailleurs obtiennent gain de cause, les coûts de production des entreprises vont augmenter, ce qui va inciter les entreprises à accroître leurs

prix de vente. Les prix seront ainsi entraînés dans une nouvelle hausse, ce qui incitera les syndicats à demander de nouvelles hausses de salaires... Cet enchaînement infernal, qualifié de « spirale inflationniste », s'est produit dans les années 1970. Tous les dirigeants des Banques centrales d'aujourd'hui l'ont en mémoire et veulent absolument éviter qu'il se reproduise.

Cependant, ce raisonnement suppose des bases institutionnelles, présentes dans les années 1970, mais qui ont aujourd'hui disparu. La mondialisation conduit à une forte concurrence qui empêche les producteurs nationaux d'accroître leurs prix: même si Renault constatait une forte demande pour son dernier modèle, toute hausse de son prix de vente serait suicidaire. Par ailleurs, les salariés ne sont plus, sauf exception, en mesure d'obtenir de fortes hausses de salaires: le chômage est élevé, les contrats instables se sont multipliés, et les adhérents des syndicats sont beaucoup moins nombreux.

Plus généralement, il n'est pas besoin d'être économiste pour se rendre compte que le rapport de force entre salariés et employeurs a fortement évolué depuis les années 1970 en faveur des employeurs. Continuer à lutter contre « l'inflation salariale », c'est-à-dire contre les hausses de salaires, c'est donc affronter un fantôme depuis longtemps disparu. Malheureusement, en Europe, c'est cette philosophie qui guide les décisions de la Banque centrale européenne. Ce n'est donc pas l'institution de Francfort qui fera reculer le chômage européen. Reste donc le second pilier des politiques keynésiennes, l'intervention de l'État.

L'État : si puissant, si faible

Dans sa recherche d'une solution au chômage au sein d'une économie de marché, Keynes a fait une découverte majeure : non seulement l'argent investi par les autorités publiques dans l'économie n'est pas perdu, mais il est même capable de générer un accroissement de richesse supérieur à la dépense initiale. Keynes a ainsi mis en évidence l'effet « multiplicateur » des investissements publics : pour un euro dépensé, la production nationale sera accrue de 2, 3, ou 5 euros. Ce phénomène s'explique par la circulation de l'argent : lorsque l'État construit une université pour un coût de 10 millions d'euros, les revenus des ouvriers et des entrepreneurs qui construisent l'université augmentent immédiatement de 10 millions. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Car ces travailleurs vont dépenser leurs revenus, ce qui va accroître les recettes des restaurateurs et des commerçants. Et l'histoire continue : ces restaurateurs et ces commerçants pourront alors verser des primes à leurs salariés, augmenter leurs achats de matières premières, étendre leurs locaux, etc. Ainsi, un troisième flux d'argent va circuler dans l'économie, et l'histoire ne s'arrête jamais...

Au final, les ventes se seront accrues de *plus* de 10 millions d'euros. L'argent dépensé par l'État aura stimulé l'économie bien au-delà du montant de la dépense publique. Dans un scénario idéal, imaginé par certains économistes, il serait même possible d'accroître l'emploi sans que cela ne coûte rien aux finances publiques : si l'effet multiplicateur était suffisamment fort, les recettes prélevées par l'État à

chaque fois que de l'argent est dépensé, notamment par l'intermédiaire de la TVA, lui permettraient d'encaisser au total des recettes fiscales égales à la dépense initiale. Si ce raisonnement était vérifié, il n'y aurait jamais de chômage. L'État pourrait toujours relancer l'économie sans que cela ne lui coûte rien.

En réalité, il n'en va évidemment pas ainsi. Il y a des « fuites » dans le circuit ! Tout d'abord, les particuliers et les entreprises épargnent une partie de l'argent qu'ils reçoivent, ce qui réduit la quantité d'argent dépensée. De plus, les consommateurs achètent des produits importés : dans ce cas, l'argent sort du circuit. Enfin, les taxes et cotisations sociales prélevées par l'État et la Sécurité sociale constituent un prélèvement qui réduit les flux de monnaie qui alimentent l'économie.

Pour ces raisons, la valeur estimée du multiplicateur n'est pas de 2, 3 ou 5 mais seulement de 1,25 environ : lorsque les institutions publiques investissent 1 euro supplémentaire dans l'économie, la production française totale n'augmente que de 1,25 euro. C'est certes plus que la dépense initiale, mais c'est très insuffisant pour entraîner le surcroît d'activité nécessaire à la résorption du chômage. De plus, cette modeste hausse du PIB ne permet pas de rembourser, par les nouvelles rentrées fiscales, ce que l'État a dépensé : le déficit public s'accroît.

Il semble donc que, dans les conditions actuelles, les politiques keynésiennes soient impuissantes à assurer le plein-emploi, tandis qu'elles alimentent le déficit et la dette. On voit la difficulté qu'il y a à soutenir l'activité, en particulier dans l'Union européenne : d'un côté, la BCE n'est pas au service de la croissance et,

de l'autre, chaque État agissant seul est impuissant. Il est pourtant possible de revenir au plein-emploi au moyen, par exemple, de la fiscalité, d'une coordination européenne ou de mesures protectionnistes.

Keynes aujourd'hui

Comme le relevait Keynes, la redistribution fiscale peut être mise au service de l'activité. En effet, tandis que les ménages pauvres consomment la quasi-totalité de leurs revenus, l'épargne augmente avec la richesse.

*Autrement dit, plus les inégalités sont
fortes, plus l'épargne (des riches)
augmente, ce qui réduit
d'autant la consommation.*

Il serait donc efficace d'accroître les impôts sur les revenus des plus aisés, pour les reverser aux ménages à faibles revenus. Cela réduirait les inégalités et, de plus, une part de l'argent actuellement épargné par les plus riches serait utilisée par les ménages pauvres pour se procurer les biens et services dont ils ont besoin. Au total, la consommation des ménages serait en hausse.

Une autre solution, complémentaire, serait de mener des politiques keynésiennes dans plusieurs pays européens. Supposons que les 27 États de l'Union décident d'accroître leurs dépenses dans les domaines

du logement, de l'éducation, des transports ou de l'énergie. Dans ce cas, le problème de « fuites » dues aux importations ne se pose plus : certes, les salariés français vont acheter des produits allemands, italiens, ou polonais, mais, à l'inverse, les salariés italiens, allemands ou polonais vont acheter des produits français. Une relance coordonnée au niveau européen est donc possible.

Une dernière possibilité consiste à éviter ces fuites par une restriction des importations. On pourrait ainsi imaginer la fixation de droits de douane selon la législation sociale et environnementale du pays exportateur : moins cette législation est protectrice, plus les droits de douane seraient élevés. Cette mesure nécessiterait certes d'imposer des droits de douane à des pays membres de l'UE où la protection sociale ou la fiscalité sont beaucoup moins développées que dans notre pays. Mais elle pourrait être mise en place selon la logique suivante : étendez votre protection sociale et nous réduirons votre droit de douane. On pourrait même imaginer que, pour récuser toute critique de nationalisme économique, les recettes de cette politique tarifaire soient versées au budget de l'UE, afin de développer des programmes d'intérêt commun.

En conclusion, on notera que, face au chômage, et en dépit de la mondialisation et de la concurrence interne à l'UE, les États peuvent encore agir. Le premier instrument à leur disposition, c'est la réforme fiscale. Dans un pays comme la France où 2,5 millions de personnes disposent d'un patrimoine supérieur à 1 million d'euros, il est possible de redistribuer les richesses afin de réduire les inégalités et le

chômage. Et que dire des États-Unis, où les inégalités ont atteint des sommets dénoncés par des économistes tels que Joseph Stiglitz ou Paul Krugman ? Cependant, proposer un autre partage des richesses, c'est poser la question du pouvoir au sein de l'économie.

Du circuit aux rapports de forces

Keynes avait une approche globale de l'économie, dans laquelle il prenait pleinement en compte les institutions. Ainsi, il jugeait nécessaire de limiter le pouvoir de la Bourse, qu'il avait assimilée à un « casino ». Keynes souhaitait également organiser le commerce et les échanges monétaires internationaux, ainsi qu'il avait tenté de le faire, sans succès, lors de la conférence tenue à Bretton Woods en 1944, où il dirigeait la délégation britannique. Enfin, on l'a vu, Keynes estimait nécessaire, en temps de chômage, d'accroître le pouvoir des « organes centraux ».

Cependant, sur le plan philosophique et politique, Keynes est resté un libéral. Pour lui, l'économie de marché possède la capacité singulière, grâce à la division du travail, d'affecter chaque individu à la tâche pour laquelle il est le mieux qualifié. De plus, Keynes louait la capacité du marché à encourager l'individualisme, synonyme de liberté et de variété de l'existence. Pour Keynes, il ne faut pas supprimer le libre marché, mais le compléter par des institutions et des politiques permettant d'assurer le plein-emploi. C'est un point qui le distingue radicalement de la tradition marxiste.

l'économie, lieu de rapports de force

« La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans des mains privées, la formation et l'accroissement du capital; la condition du capital est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. »

Friedrich Engels et Karl Marx, 1848.

La loi du plus fort

Né en Prusse en 1818 et décédé à Londres en 1883, Karl Marx aura été le contemporain du plus grand bouleversement économique et social que l'humanité ait connu depuis le Moyen Âge: la révolution industrielle. D'abord philosophe, Marx se fera militant politique, rédigeant les statuts de la première Association internationale des travailleurs (1864), selon laquelle « l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes ». Déçu par l'échec des révolutions de 1848 en Europe, il louera les éphémères avancées de la Commune de Paris (1871): fonctionnaires élus, in-

terdiction du travail de nuit, séparation de l'Église et de l'État, suffrage et éducation universels. Mais pour Marx, la lutte politique ne suffit pas. Convaincu que « la théorie devient une force matérielle dès lors qu'elle s'empare des masses », il se fera économiste pour combattre la théorie économique libérale, celle qui prétend justifier la paupérisation du prolétariat. Marx rejette les idéaux du « socialisme utopique » : il ne suffit pas de prêcher l'égalité pour la voir advenir. Il faut comprendre scientifiquement comment fonctionne le capitalisme, et analyser les forces sociales capables de le terrasser.

Connu pour ses activités révolutionnaires, Marx sera chassé de son pays, puis de Paris, avant de s'établir à Londres, où il passera le restant de ses jours. C'est en Angleterre, berceau de la révolution industrielle, qu'il s'attelle à la rédaction de son ouvrage majeur, *Le Capital*, à partir de la fin des années 1850. Il est fasciné par la capacité des capitalistes à créer de nouvelles richesses, tout comme par la détresse causée par les conditions de travail dans les manufactures. Il constate que les ouvriers vivent dans la misère, alors qu'eux – et leurs enfants – effectuent de longues journées de travail, supérieures à douze heures.

Marx définit le capitalisme comme un système économique dans lequel les « moyens de production » (les usines, les machines...) sont la propriété de quelques individus. Il désigne par « force de travail » les « facultés physiques et intellectuelles » que toute personne doit « mettre en mouvement pour produire des choses utiles ». Dans le capitalisme, la force de travail est devenue une marchandise. Chaque travailleur, chaque chômeur doit « se vendre » pour ob-

tenir un emploi. Selon les termes de Marx, le « possesseur de la force de travail » a « porté sa propre peau au marché », et « il ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné ».

Or, sur ce « marché de la force de travail », les salariés sont en concurrence avec de nombreux chômeurs que Marx appelle « armée de réserve industrielle », ce qui empêche les salaires d'augmenter : dans le capitalisme, le niveau de vie des salariés ne peut que stagner ou, au mieux, s'accroître très lentement. Les salaires sont donc fixés par le marché – et non pas en fonction de la richesse produite par les ouvriers. Or, une fois que l'ouvrier a vendu sa force de travail, elle ne lui appartient plus. En lui versant un salaire, le capitaliste a acheté le droit d'utiliser sa force de travail pendant une journée entière. De ce fait, le travail d'une journée « appartient » au capitaliste, qui pourra verser à l'ouvrier un salaire inférieur à la richesse qu'il crée : c'est l'« exploitation ».

Pour Marx, l'exploitation permet l'« accumulation de capital », c'est-à-dire le fait que – hors période de crise – il y a toujours plus de machines, d'usines, de camions, etc. Mais c'est aussi l'exploitation qui cause les crises récurrentes du capitalisme, quand les salaires trop bas des ouvriers empêchent d'absorber la production des entreprises. De plus et surtout, l'exploitation conduit à une lutte toujours plus intense entre « le petit nombre des accapareurs » et « l'immense majorité travaillante », cette puissante classe ouvrière dont Marx ne doute pas qu'elle finira par l'emporter.

Par ailleurs, pour Marx, les relations de pouvoir et de domination qui sont au cœur du capitalisme ont une dimension à la fois historique et géographique.

Le centre contre la périphérie

*Marx est en désaccord avec Smith: la
richesse ne découle pas de l'échange,
mais de la violence.*

C'est par le vol, les pillages, l'asservissement des vaincus, l'esclavage que s'est constituée « l'accumulation primitive » de richesses. En particulier, la révolution industrielle anglaise du XVIII^e siècle s'appuiera sur l'expropriation des paysans, chassés de leurs terres et obligés de vendre leur force de travail en ville, et sur l'exploitation des colonies de l'empire britannique.

Ces richesses vont alors s'accumuler au « centre » de l'espace économique. Ainsi, l'Angleterre impériale fit en sorte de démanteler l'industrie textile indienne et de cantonner sa colonie à la production du simple coton brut. Aujourd'hui encore, pour les économistes marxistes, l'indépendance politique des ex-colonies ne garantit pas leur indépendance économique. L'échange entre les pays du « Nord » et ceux du « Sud » est souvent inégal, les pays du Nord exportant des biens à haute valeur ajoutée (voitures, machines...) tandis que les pays du Sud exportent des matières premières à faible valeur ajoutée et dont le prix fluctue très fortement sur les marchés mon-

diaux, comme les denrées alimentaires (cacao, café, blé, sucre...).

Par ailleurs, l'extraction de ces matières premières est généralement le fait d'entreprises multinationales du Nord, seules à maîtriser les technologies, et à qui les droits d'exploitation ont souvent été conférés dans le passé par des pouvoirs non démocratiques. Cela était par exemple le cas des « sept sœurs », ces compagnies pétrolières américaines, anglaises et néerlandaises qui contrôlaient à elles seules l'ensemble de la production mondiale au début du XXe siècle.

Selon cette analyse, le commerce mondial ne se fait pas « à l'avantage de tous », comme l'avait proposé David Ricardo en 1815, et comme le répète aujourd'hui l'Organisation mondiale du commerce. Au contraire, la mondialisation des échanges donne lieu à une « division internationale du travail » hiérarchisée, dont quelques firmes multinationales maîtrisent les processus productifs et captent la majeure partie de la valeur ajoutée. Ainsi, la vente des baskets Nike, produites en Chine, bénéficie pour l'essentiel aux États-Unis.

L'économie mondiale est alors pensée comme un Empire, dominé avant-hier par l'Angleterre, aujourd'hui par les États-Unis, et peut-être demain par la Chine. À chaque époque, un pays impose ses règles, sa monnaie (la livre, le dollar), accumulant pouvoir politique et pouvoir économique. Cette analyse s'applique également à l'Europe contemporaine, l'euro ayant été conçu selon les préférences de l'Allemagne, qui est de fait le pays au centre de la monnaie unique.

Enfin, le capitalisme ne fonctionne pas selon les principes de la vie démocratique ; il les contredit.

Capitalisme contre démocratie

Pour les libéraux, le libre marché favorise l'éclosion de la démocratie, à mesure que se forme une bourgeoisie qui réclame des droits politiques, comme le droit de vote. Ce raisonnement est censé correspondre approximativement à l'expérience historique de l'Europe occidentale, où le développement du capitalisme a généralement précédé l'instauration de la démocratie. Cependant, ce sont les deux Guerres mondiales qui ont grandement favorisé l'extension des droits des citoyens, droit de vote puis sécurité sociale. La démocratie n'est pas née spontanément du capitalisme. Les exemples de l'Allemagne sous Bismarck, du Chili sous Pinochet ou de la Chine aujourd'hui montrent que des dictatures peuvent tout à fait s'accommoder du capitalisme, et même le promouvoir.

Pour les libéraux, les droits humains incluent la liberté de posséder, d'échanger et de vendre. La démocratie pleine et entière suppose donc que les individus soient « libres » de mener leurs activités comme ils le désirent. Cela implique que le domaine de l'action publique soit limité, y compris dans des domaines comme la santé, l'éducation... Pour les économistes marxistes, l'approfondissement de la démocratie exige au contraire la domestication, voire l'éradication du capitalisme. En effet, dans une économie capitaliste, il y aura trop de voitures, de téléviseurs et de gadgets en tous genres et trop peu de logements

sociaux, d'écoles ou d'hôpitaux. Une réelle démocratie implique donc que les citoyens puissent se prononcer sur les choix économiques et sociaux du pays. Dans la période récente, de nombreux services publics ont été « ouverts » à la concurrence ou privatisés. Cette politique, justifiée par la défense du bien-être du consommateur, s'est souvent faite au détriment des salariés concernés, dont les conditions de travail se sont dégradées, tandis que nombre d'emplois ont été supprimés (France Telecom, La Poste...). De plus, la privatisation a, dans certains cas comme l'électricité aux États-Unis ou le train au Royaume-Uni, conduit à des prix en hausse et une qualité de service dégradée. Enfin, les entreprises en concurrence recherchent avant tout la rentabilité, à l'image de la SNCF qui ferme les lignes de train jugées « secondaires ».

Les économistes marxistes relèvent enfin que le pouvoir économique confère le pouvoir politique. À travers le lobbying qu'elles exercent auprès des élus, l'industrie de la défense, les banques, les laboratoires pharmaceutiques ou les constructeurs automobiles obtiennent des décisions qui leur sont favorables – comme le notait déjà Adam Smith.

De plus, les entreprises sont des organisations hiérarchiques, qui maintiennent les travailleurs dans une relation de subordination.

L'entreprise : diviser pour régner ?

Certes, les conditions de travail sont probablement aujourd'hui moins dures pour un grand nombre de salariés qu'elles ne l'étaient dans les années 1960.

Mais les enquêtes montrent que de plus en plus de salariés sont soumis à des contraintes croissantes dans leur travail, qu'il s'agisse des injonctions de leurs supérieurs hiérarchiques, du rythme de production qu'il faut suivre, ou des demandes des clients qu'ils doivent satisfaire.

Certains travailleurs disposent pourtant d'une certaine capacité de résistance à leur employeur, en raison par exemple de leur niveau d'éducation, ou de leur connaissance fine de mécanismes de production, comme les chaînes de production automatisées dont l'arrêt serait extrêmement préjudiciable à l'employeur. Mais ces forces sont faibles au regard du chômage et du développement des emplois précaires qui fragilisent l'ensemble des salariés. De plus, les entreprises ont développé de nombreuses techniques managériales qui affaiblissent les salariés : menaces d'externalisation ou de sous-traitance, primes de performance, mobilité forcée d'un emploi à l'autre... Au total, les collectifs de travail sont attaqués de toute part, et chacun en est fragilisé d'autant.

*Les économistes « critiques »
remarquent pourtant que
la « division du travail », c'est-à-dire
le fait que chaque salarié soit affecté à
une seule tâche, ne découle pas
d'une nécessité technique.*

Pour eux, ce mode d'organisation a été développé par les capitalistes afin de pouvoir contrôler leurs salaires. En effet, un ouvrier qui n'effectue qu'une toute petite partie du produit, voire qui ne connaît même pas le résultat final auquel il contribue, n'est pas en mesure de se penser comme « producteur », comme ce peut être le cas dans des coopératives.

Adam Smith avait sévèrement critiqué la division du travail, estimant qu'un homme « qui passe toute sa vie à remplir un petit nombre d'opérations simples (...) devient en général aussi stupide et aussi ignorant qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir ». De même, pour Marx, « l'ouvrier ne se sent pas à l'aise dans son travail, mais malheureux; il n'y déploie pas une libre activité physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit. De ce fait, dit Marx, le travail n'est pas une libre activité; « il est contraint, forcé ». La preuve: « Dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste. »

Pour Marx, le fait d'être affecté à une tâche sans intérêt conduit à une « aliénation » du travailleur, c'est-à-dire le rend étranger à lui-même. Au lieu que le travail soit l'occasion pour l'individu de « se contempler lui-même dans un monde qu'il a lui-même créé », il devient une simple activité alimentaire, dénuée de sens. Pour Marx, l'aliénation est triple: l'ouvrier n'exprime pas sa personnalité quand il travaille comme un « animal »; il est séparé des autres ouvriers; il est détaché de la société.

L'absence de délibération collective dans l'entreprise réduit l'espace de la démocratie, qui s'arrête à la porte des usines et des bureaux. C'est pour cela

que certains économistes proposent que les salariés disposent d'un pouvoir de « codécision » au sein des entreprises. D'autres appellent à « re-socialiser » l'entreprise, par exemple en étendant le droit au revenu hors emploi des salariés, en encadrant les licenciements, ou en mettant en place un « socialisme autogestionnaire ».

Cependant, le pouvoir des États sur les entreprises est fortement limité par la financiarisation croissante de l'économie.

Le capitalisme actionnarial : le règne de la finance

Après la terrible crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, une forme particulière de capitalisme s'est mise en place, baptisée « fordisme », en référence à Henry Ford, l'inventeur de la construction à la chaîne d'automobiles. Le fordisme reposait d'abord sur le travail à la chaîne, qui permettait des gains de productivité élevés – bien supérieurs à ceux d'aujourd'hui. Le second pilier du fordisme était la forte hausse des salaires, égale à celle de la productivité. Ainsi, la demande de biens de consommation augmentait sans cesse, permettant une hausse des profits, d'où de nouvelles embauches, des investissements accrus, etc., dans un cercle vertueux qui a rendu possible une amélioration du niveau de vie sans précédent.

Mais si les salariés ont pu obtenir ce partage équitable des gains de productivité, c'était d'abord en raison du contexte politique de l'époque, où le patronat et les partis conservateurs avaient été déconsidérés du

fait de leur attitude durant le second conflit mondial, et où l'Union soviétique représentait un modèle alternatif apparemment attractif. Les syndicats puisaient leur force et leur pouvoir de négociation dans le nombre élevé de leurs adhérents et dans la faiblesse du chômage. De leur côté, les entreprises pouvaient accorder des hausses de rémunération en raison de la faiblesse de la concurrence internationale et parce que leurs clients étaient, pour l'essentiel, les salariés du pays où elles produisaient.

À la fin des années 1960, ce mode de croissance a connu ses premières difficultés. Les jeunes générations ont refusé le travail à la chaîne de leurs parents, tandis que la consommation de masse s'essouffait, les nouvelles demandes se dirigeant vers les services (éducation, santé, transports, loisirs...). Ces divers phénomènes ont eu la même conséquence: les gains de productivité, cœur du système, ont ralenti. Ce ralentissement a touché les salaires: on vivait de mieux en mieux chaque année, mais les progrès étaient de plus en plus lents.

Le coup de grâce viendra en 1973, lorsque l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décida de quadrupler le prix du baril de pétrole, suite à l'occupation de la Palestine par Israël. Avec la hausse du prix du pétrole, les pays développés entraient, dans les années 1970, dans l'ère de l'inflation. De plus, le ralentissement de la croissance faisait réapparaître ce mal disparu depuis la fin des années 1930: le chômage. Confrontés à cette double difficulté, de nombreux gouvernements essayèrent de ranimer l'économie en accroissant les dépenses publiques.

Mais les résultats, réels, ne furent pas à la hauteur des espérances: le chômage demeurait élevé.

C'est alors qu'en 1979, Margaret Thatcher, leader du parti conservateur, fut nommée Premier ministre du Royaume-Uni. Deux ans plus tard, le républicain Ronald Reagan accédait à la présidence des États-Unis. Ils menèrent des politiques semblables: diminution des impôts sur les hauts revenus; réduction des droits sociaux (allocations chômage, droits syndicaux, etc.); privatisation des secteurs publics; dérégulation de l'ensemble des marchés; réduction des droits de douane; etc. Enfin, ils décidèrent de « déréguler » la finance, afin qu'elle facilite les investissements et donc la croissance.

*Un nouveau type de capitalisme a
ainsi progressivement été mis en place,
le « capitalisme actionnarial ».*

Dans ce système, depuis l'abandon, en 1971-1976, du système créé à Bretton Woods (1944), le marché des monnaies est libre: les taux de change des monnaies fluctuent chaque jour.

Aujourd'hui, les capitaux, aidés par les nouvelles technologies, circulent instantanément sur l'ensemble de la planète. La finance est devenue l'institution économique dominante. Les marchés financiers dominent les États, qui doivent répondre à leurs attentes pour pouvoir emprunter l'argent dont ils ont

besoin, et les entreprises, à qui ils demandent les rendements les plus élevés possibles.

Dans le capitalisme actionnarial, le salaire n'est plus une garantie de demande, comme il l'était dans le fordisme. Il est devenu un coût, qu'il faut réduire. Partout, les États ont supprimé les mécanismes qui indexaient les hausses de salaires à l'inflation, ils prévoient des exceptions au salaire minimum, et encouragent la « modération salariale », voire la baisse des salaires. Tout à la recherche d'une plus grande « compétitivité », les gouvernements adoptent le même type de mesures : réduction de la protection sociale et des services publics, facilitation des licenciements, réductions d'impôts pour les entreprises ou les personnes à hauts revenus, etc.

Ce système est doublement instable. D'une part, la finance dérégulée connaît des crises toujours plus violentes, qui entraînent des récessions. D'autre part, les salaires, trop bas, ne permettent plus aux salariés d'acheter les biens produits par les entreprises, ce qui alimente le chômage. On comprend alors que les crises soient de plus en plus fréquentes et toujours plus aiguës, selon un schéma qui n'est pas sans rappeler celui de Marx.

La fatalité de la crise

Pour Marx, l'exploitation des travailleurs, moteur même du capitalisme, est ce qui va causer sa perte. En effet, le travail est la seule source réelle de profits (que Marx appelle « plus value »). Un capitaliste ne peut réaliser de profits qu'en exploitant ses travail-

leurs – les machines, les matières premières, ou la terre seules n'y suffisent pas.

Or l'accumulation de capital a pour conséquence que les salaires représentent une part toujours plus faible des dépenses des capitalistes, qui consacrent une part toujours plus importante de leurs revenus à l'achat de machines, toujours plus nombreuses et plus chères. Autrement dit, à mesure que le capitalisme s'étend, le rapport entre les salaires, seules sources de profit, et les montants investis par les capitalistes, diminue. Ce rapport, c'est le taux de profit. On voit donc qu'à mesure que le capitalisme se développe, le taux de profit diminue.

Marx note cependant que les capitalistes disposent de plusieurs moyens pour éviter cette baisse du taux de profit, qu'il qualifie de « tendancielle ». Ils peuvent allonger la durée de travail, réduire les salaires, ou acheter des machines moins chères.

Les capitalistes sont par contre impuissants face à la paupérisation engendrée par leurs propres décisions. Pour Marx, « l'accumulation de richesse à un pôle signifie en même temps à l'autre pôle une accumulation de misère ». Appauvris, les ouvriers ne peuvent acheter les montagnes de biens qu'ils produisent. Mais les capitalistes sont impuissants à remédier à cette situation : ils sont obligés d'investir toujours plus, et de baisser toujours plus les salaires, afin de dégager un profit. Tout comme dans l'analyse keynésienne – qui sera développée soixante ans plus tard – le circuit ne fonctionne pas, car les revenus sont inférieurs aux valeurs produites.

Pour Marx, le déséquilibre ne peut que s'aggraver entre l'offre de biens et les revenus de la population.

De ce fait, les crises de surproduction sont consubstantielles au capitalisme: « Les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont eux-mêmes responsables, sont obligés de brûler des denrées, d'anéantir des marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim. » Pour Marx, cette situation absurde démontre l'inefficacité du capitalisme, de ce fait porteur « d'une révolution appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste ».

En effet, le système capitaliste ne porte en lui aucune solution: même la hausse des salaires n'est pas un moyen d'éviter les crises, puisqu'elle aurait pour effet de réduire les profits. Par contre, lors des crises, des entreprises font faillite, leurs capitaux ne valent plus rien ou sont rachetés par d'autres à des prix très inférieurs. On parle alors de « destruction du capital ». Puisqu'il y a moins de capital, la rentabilité s'accroît, l'offre augmente: la crise est finie... jusqu'à la prochaine fois. Mais l'économie redémarre avec un stock de capital supérieur. La prochaine crise, inévitable, sera encore plus forte. C'est cette succession de crises toujours plus violentes qui doit conduire à la fin du capitalisme.

De l'économie comme pouvoir à l'économie insérée dans la société et la nature

L'analyse marxiste pointe les défauts du capitalisme, système injuste, instable et dangereux politiquement.

Elle rappelle que ce système repose sur des rapports de force entre institutions – les entreprises, les États, les organisations internationales – et non pas sur des rapports d'échange librement conçus. Contrairement aux keynésiens, les marxistes pensent que le système ne peut être sauvé, même par une forte intervention de l'État. Il doit être détruit et remplacé.

L'analyse marxiste fournit de nombreux apports, comme le fait de rappeler que le capitalisme est un système parmi d'autres possibles et en insistant sur les effets néfastes du capitalisme.

Mais, tout comme les autres analyses économiques, elle a pour premier objet d'analyse les relations de production et d'échange. De plus, elle partage avec l'analyse libérale l'idée que la croissance économique est un bienfait. C'est pourquoi il est utile de se tourner vers l'approche de Karl Polanyi, qui prend comme point de départ l'environnement et la société et qui remet l'économie à sa place.

l'économie dans son environnement naturel et humain

« Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert. »
Karl Polanyi, 1944.

Contre la société de marché

Né en 1887, l'historien et économiste hongrois Karl Polanyi décède en 1964, après avoir connu, notamment, la crise des années 1930, la montée du nazisme et la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. Se définissant comme socialiste, il quitta son pays d'origine pour rejoindre l'Autriche puis l'Angleterre au milieu des années 1930. L'arrivée dans son pays d'adoption fut un choc : Polanyi put constater la prégnance de la société de classe, la

misère de la classe ouvrière et la généralisation des relations marchandes.

Dans son ouvrage majeur, La grande transformation, paru en 1944, Polanyi définit la « société de marché » par le fait que toutes les activités économiques sont pensées sur le mode du marché et que la sphère économique absorbe l'ensemble de la société.

Polanyi rappelle que cette situation constitue une exception au regard de l'histoire humaine : pendant de très longues périodes, les échanges étaient organisés par la famille, la communauté, la religion, la coutume, la tradition... De ce fait, les marchés étaient « des éléments secondaires de la vie économique ». Pour Polanyi, il faut attendre les années 1830 pour que le libéralisme économique « éclate comme un esprit de croisade passionné » et pour que le laissez-faire « devienne une foi militante ».

Comme le note Polanyi, ce système est censé être « autorégulateur » : le marché se gouverne de lui-même. Mais pour qu'une telle chose soit possible, il faut que tout bien produit soit « destiné à la vente », il faut que tout soit considéré comme une « marchandise ». Or, selon Polanyi, concevoir le travail, la

terre et la monnaie comme des marchandises est une erreur profonde.

Polanyi qualifie même de « plan de destruction » l'opération consistant à « séparer le travail des autres aspects de la vie ». En effet, créer un marché de la main-d'œuvre impose de « liquider » le voisinage, le métier ou la religion. De même, Polanyi qualifie la formation d'un marché de la terre d'« entreprise la plus étrange de nos ancêtres ». En effet, « on ne peut pas plus imaginer l'homme venant au monde sans bras ni jambes que menant sa vie sans terre ». Enfin, à propos de la monnaie, Polanyi critique le système de l'étalon-or, qui, au XIX^e siècle, pouvait imposer des baisses de prix fatales à de nombreuses entreprises, pourtant rentables. Autrement dit, il est évident que travail, terre et monnaie « *ne sont pas* des marchandises ». Le travail « n'est rien d'autre que les êtres humains » ; la terre désigne « le milieu naturel dans lequel chaque société existe » ; et la monnaie est une création de la banque centrale. Aucun de ces attributs de toute société humaine n'a été « produit » pour être vendu sur un marché. Il faut donc « protéger la société » contre « cette fabrique du diable » que constitue le marché généralisé.

L'évolution technique rend cependant difficile cette protection. Car c'est le « système de la fabrique » qui va imposer le marché. Désormais, les industriels exigeront de pouvoir se procurer ce dont ils ont besoin au moment où ils le souhaitent.

Pour Polanyi, on ne peut accepter que le devenir des hommes et de la nature soit soumis aux caprices du marché, ce mécanisme inconscient et aveugle.

En effet, l'échange marchand, purement intéressé, est le lien le plus risqué qui soit entre les hommes, le plus fragile, le plus instable. Ne reposant sur aucun principe d'accord, si ce n'est le prix à payer, le marché pousse chacun à se comporter de manière égoïste ; il dissout les communautés et fait reculer le sens moral. Si Polanyi reprend l'analyse de Marx sur le rôle décisif de la révolution industrielle, il rejette l'analyse marxiste en termes de lutte des classes. Pour Marx, il revenait d'abord à la bourgeoisie de remplacer l'aristocratie, avant que la classe ouvrière ne puisse conquérir le pouvoir. Pour Polanyi, à l'inverse, ce sont « les besoins de la société » qui déterminent le « sort des classes ». Ainsi, il relève que la nécessité de se protéger face au marché dans les années 1870 a conduit à des alliances de classe autour de solutions pragmatiques, comme les mesures sanitaires et d'hygiène ou les premiers services publics.

De plus, pour Polanyi, les « intérêts d'une classe » se rapportent d'abord « au prestige, au rang », plutôt qu'à des revendications monétaires. De ce fait, même si les statistiques montrent que la révolution industrielle a entraîné une hausse des salaires et un accroissement démographique, cela ne signifie pas que « l'Enfer du jeune capitalisme » n'a pas existé. Quand bien même les revenus de l'ouvrier

s'accroissent, la révolution industrielle, « ravage son environnement social, son entourage, son prestige dans la communauté ». Suite à ce « tremblement de terre », la personne « ne se respecte plus elle-même » et « perd ses critères moraux ». Résister à la société de marché est donc nécessaire. Mais c'est difficile.

Réciprocité et redistribution face à la société de marché

La loi de Speenhamland (appliquée en Angleterre de 1795 à 1834) visait à garantir un revenu minimum aux travailleurs, même en cas d'inactivité. Ce fut un échec de tous côtés. Les salariés, dont les revenus étaient garantis, ont travaillé moins dur, tandis que les employeurs en ont profité pour réduire les salaires. Pour Polanyi, ce « résultat affreux » est terriblement ironique : l'aide aux salaires faisant finalement « tort à ceux-là même qui en bénéficiaient ». Si les syndicats anglais avaient alors existé, ils auraient pu s'appuyer sur « le droit de vivre » pour défendre les intérêts des salariés. Mais ils ne seront autorisés qu'en 1824. À ce stade de développement de l'économie anglaise, il n'existait qu'une seule alternative : soit « détruire les machines », comme le proposait le mouvement des luddites, soit « créer un véritable marché du travail », dépourvu d'aides sociales.

Cependant, l'analyse de Polanyi est différenciée dans le temps et dans l'espace. Ainsi, ce qui était valable aux tout débuts de la révolution industrielle anglaise ne le sera pas un demi-siècle plus tard sur le continent. En Angleterre, les villageois et fermiers, dont les ancêtres « vivaient à l'aise », furent expulsés de

leurs terres pour se retrouver « en train de sombrer sans espoir dans la fange sociale et matérielle des taudis entourant quelque fabrique ». À l'inverse, estime Polanyi, sur le continent, c'est volontairement que « le travailleur agricole à demi-servile a quitté le manoir et migré vers la ville, où il s'associa à la petite bourgeoisie traditionnelle et eut des chances de prendre des manières de citadin ». Dans ce cas, « loin de se sentir dégradé », l'ouvrier européen « se sentit rehaussé par son nouvel environnement ».

Cependant, le marché ne pouvait à lui seul « préserver le caractère humain » des travailleurs. Dans l'Europe continentale de la fin du XIX^e siècle, ce furent les débuts de la législation sociale, les lois sur le temps de travail, l'assurance-chômage et les syndicats qui permirent au « marché du travail » de fonctionner.

Mais l'échange sur un marché n'est pas le seul mode possible d'organisation de la société. Polanyi distingue deux autres types de relations : la réciprocité et la redistribution. La réciprocité s'observe entre amis, voisins, collègues ou au sein de la famille. Il s'agit de considérer l'autre comme un égal à qui on fait confiance pour rendre l'équivalent de ce qui lui a été donné. La redistribution, elle, nécessite une autorité centrale (État, prêtre, chef de clan, capitaine d'une équipe...) qui prélève des ressources, et qui les redistribue. Le point important est que, en situation de réciprocité comme de redistribution, chaque homme reconnaît une égale dignité aux autres. À l'inverse, dans l'échange marchand, nous considérons les autres êtres humains avant tout comme des moyens nous permettant d'obtenir ce que nous voulons.

Il est donc essentiel, nous dit Polanyi, de restreindre l'emprise de l'échange marchand sur nos vies. Mais cet objectif, en apparence consensuel, se heurte à notre recherche d'un bien-être matériel toujours plus grand, qui prend la forme de la recherche d'une croissance toujours plus forte.

Halte à la croissance !

Pour les principaux économistes et partis politiques, la croissance est la solution à de nombreux problèmes. C'est la croissance qui permet de réduire le chômage, d'augmenter les recettes de l'État, de faire reculer la pauvreté, etc. Et, en effet, la très forte augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) des pays occidentaux entre 1945 et la fin des années 1970 a engendré une impressionnante hausse du niveau de vie. De la même façon, les forts taux de croissance actuellement connus par de nombreux pays (Chine, Inde, Brésil...) permettent une amélioration sans précédent des conditions de vie de leurs habitants.

Mais la recherche effrénée de la croissance peut s'accompagner de nombreux maux : pollution de l'environnement ; dégradation des conditions de travail ; atomisation des rapports sociaux, toujours plus violents ; production d'objets inutiles et rapidement obsolètes ; publicité envahissante... Il est donc temps de remettre en cause la priorité accordée à la croissance du PIB. Mais, au fait, qu'est-ce que le PIB ?

Le PIB est la mesure habituelle des richesses produites par notre pays. Lorsque l'on dit que « la France a connu une croissance de 1,7 % en 2011 », cela signifie que le PIB a été 1,7 % plus élevé en 2011 qu'en

2010. Pour calculer le PIB, les statisticiens additionnent toutes les richesses nouvelles produites par les entreprises. Ces richesses nouvelles sont appelées « valeurs ajoutées » : lorsqu'une boulangerie vend une baguette 1 € et que ses dépenses pour produire cette baguette (loyer pour la location du commerce, facture d'électricité, achats de farine, etc.) représentent 60 centimes, alors la valeur ajoutée créée par cette boulangerie est de 40 centimes. C'est cette valeur qui sera retenue pour le calcul du PIB.

Cependant, le PIB ne se limite pas à ce qu'ont produit les seules entreprises. En effet, l'État ou les associations contribuent à la production de richesses. Dans ce cas, il a été décidé que la valeur ajoutée des administrations serait égale à leur coût de production, lui-même égal, à peu de chose près, aux salaires des fonctionnaires employés. Ainsi, la valeur ajoutée d'un lycée sera (à peu près) égale aux salaires de ses enseignants.

Mais le PIB souffre de sérieuses limites. Tout d'abord, le PIB ignore le travail bénévole, effectué dans les associations ou à domicile (en revanche, lorsqu'une famille fait appel à une entreprise de soutien scolaire, cela accroît le PIB). De ce fait, le PIB est implicitement sexiste, les activités bénévoles étant très majoritairement effectuées par des femmes.

Ensuite, le PIB ne prend pas en compte la détérioration de l'environnement : une voiture qui reste à l'arrêt dans un bouchon consomme de l'essence et... accroît le PIB. Par ailleurs, le PIB oublie les inégalités. Cela est logique, puisqu'il n'a pas pour objectif de mesurer la répartition de la richesse entre les individus. Mais, lorsque l'on entend que le PIB s'est

accru de 1,7 %, on a tendance à penser spontanément que le revenu de chaque personne s'est accru de 1,7 %, alors que ce n'est pas le cas. Enfin, des activités néfastes (achats d'armes, consommation excessive de médicaments, etc.) vont elles aussi contribuer à la hausse du PIB.

Le PIB souffre donc de nombreux défauts: il oublie le travail domestique, les inégalités et l'environnement; il est biaisé en défaveur des femmes; il encourage la marchandisation de la société.

Surtout, cette focalisation sur la croissance nous empêche d'agir face à la crise écologique qui nous guette.

Sauver la planète ?

Notre monde est aujourd'hui face à une triple crise écologique, à la fois énergétique, alimentaire et climatique. Si rien n'est fait, les ressources fossiles (pétrole, charbon...) disparaîtront. La terre ne pourra à la fois nourrir les hommes et le bétail, produire de l'énergie, et demeurer comme espace naturel. Il faudra choisir entre ces différents usages, et cela ne se fera probablement pas de façon pacifique. Enfin, les dérèglements

du climat à venir sont tellement considérables qu'ils échappent à toute modélisation scientifique.

Toutes ces menaces confortent les travaux pionniers de l'économiste et mathématicien roumain Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994). Renvoyant dos à dos libéraux, keynésiens et marxistes, Georgescu-Roegen insistait sur le fait que l'économie industrielle repose sur l'extraction, la transformation et l'utilisation de ressources minérales qui s'usent et se dégradent irrémédiablement à mesure que l'activité industrielle s'étend. En effet, comme il le notait, ce sont des ressources naturelles « de valeur » qui entrent dans le processus économique, quand en sortent des « déchets sans valeur ».

*De façon générale, la croissance
se présente comme un phénomène
infini qui s'inscrit
dans un monde qui, lui, est fini.*

Pour Georgescu-Roegen, cette situation renvoie à la notion « d'entropie », synonyme de désordre: toute activité économique détruit de la matière et accroît l'entropie. Et les changements d'état sont irréversibles: la banquise fondue ne se reconstituera pas. Puisque la vie économique est matérielle, et que les quantités de matières sont limitées, les hommes sont amenés à des choix toujours plus absurdes. Georgescu-Roegen avait ainsi prédit, en 1971, l'invention des biocarburants, lorsqu'il notait que « pressée par

la nécessité, l'humanité se tournera vers la transformation de produits végétaux en essence ».

Confronté au fait, établi par les lois de la thermodynamique, de la hausse inéluctable et permanente de l'entropie, Georgescu-Roegen en tirait les conclusions qui s'imposent : il faut faire décroître la machine économique. En effet, la recherche par les hommes de « la joie de vivre » exige le sacrifice des générations à venir : chaque fois que nous produisons une voiture, « nous le faisons au prix d'une baisse de nombre de vies humaines à venir ». Autrement dit, pour Georgescu-Roegen, « tout se passe comme si l'espèce humaine avait choisi de mener une existence brève mais excitante ». Ces perspectives peu réjouissantes étaient également celles des rapports des époux Dennis et Donella Meadows (1972, 1992) consacrés aux « limites de la croissance », limites placées tant à l'entrée du système économique, comme le faisait Georgescu-Roegen, qu'à la sortie, avec le rejet de fantastiques quantités de déchets.

*Aujourd'hui, si l'idée de décroissance
reste très minoritaire, le consensus se
fait sur la nécessité de réorienter nos
économies, et ce à l'échelle mondiale.*

C'est pour cela que des économistes appellent à un « New Deal vert », dont les piliers seraient l'isolation des logements, le développement des transports

collectif, les énergies renouvelables, une agriculture soutenable, etc.

Plusieurs études ont d'ailleurs montré que des politiques résolues de lutte contre la pollution auraient un effet net positif sur l'emploi. Certes, des emplois seront perdus dans l'industrie automobile, mais ils seront plus que compensés par ceux créés dans la fabrication, l'entretien et la conduite des transports collectifs. Cependant, à l'inverse du New Deal des années 1930, ce programme souffre du grave défaut de ne pas promettre d'amélioration à court terme de la situation matérielle des personnes – au contraire. Il devrait donc être accompagné de mesures compensatrices, ainsi que, sans doute, d'une vaste réforme fiscale au profit des personnes à bas revenus afin de convaincre du caractère collectif et solidaire de l'effort demandé.

Cependant, préserver la planète ne résoudra pas tous les problèmes. Afin de rendre nos sociétés plus vivables, il faut également réduire fortement les inégalités, et développer les secteurs de l'économie reposant sur des principes alternatifs à ceux du marché.

Une économie moins inégale et plus humaine

Lutter contre les inégalités peut découler d'un idéal moral. Mais il s'avère que réduire les inégalités serait également bénéfique sur le plan sanitaire. Mobilisant de nombreuses enquêtes réalisées dans différents pays, l'épidémiologiste anglais Richard Wilkinson montre que plus les sociétés sont inégalitaires, plus l'espérance de vie est réduite.

*Pour le dire simplement,
les inégalités tuent.*

Comparant l'état de santé d'immigrants aux États-Unis à celui de leurs enfants, Wilkinson a observé que les immigrants arrivés sur le sol américain étaient en meilleure santé que leurs enfants, pourtant plus riches qu'eux. Pour Wilkinson, cela s'explique par le fait que, tandis que les immigrants se comparaient à leurs proches, plus pauvres, restés au pays, leurs enfants, eux, se comparaient à la société américaine. Étant plus riches que leurs parents, mais plus pauvres que la moyenne des Américains, les enfants d'immigrés souffraient.

En effet, être pauvre s'accompagne d'un sentiment de frustration, de ressentiment, d'échec personnel. Selon Wilkinson, la pauvreté alimente le stress, cause de maladies cardio-vasculaires et de mortalité précoce. Dans cette perspective, il n'est pas exagéré de dire que, au moins pour les personnes concernées, réduire les inégalités est vital.

Un autre facteur déterminant de la santé des individus est l'épanouissement au travail. Les personnes qui disposent d'une marge d'initiative dans leur travail sont en meilleure santé que les personnes soumises aux injonctions d'un chef hiérarchique, à des délais impossibles à tenir, ou qui doivent répondre aux sollicitations incessantes de clients ou d'utilisateurs. Afin de permettre aux individus de mieux maîtriser leur travail, une possibilité consiste à associer réellement les salariés à la gestion des entreprises, afin de leur donner les moyens de maîtriser leur destin.

Il est possible d'aller plus loin, en favorisant l'« économie sociale », ce secteur qui regroupe les associations, mutuelles, coopératives, et les fondations. Ces organisations économiques particulières visent un objectif d'utilité sociale plutôt que le profit, et leur fonctionnement est en principe plus démocratique, à l'image des coopératives où chaque coopérateur dispose d'un poids égal dans les décisions, selon le principe « un homme une voix ». L'économie « solidaire » regroupe quant à elle des acteurs aux statuts classiques, y compris des entreprises privées, mais qui mènent des activités en faveur de personnes défavorisées. Pour reprendre les termes de Polanyi, on peut dire que l'économie sociale et solidaire repose avant tout sur la réciprocité et la redistribution. Elle peut proposer des emplois ayant du sens pour les personnes qui les occupent, tout en développant des relations de travail pacifiées, fondées sur le respect de chacun.

Certes, la réalité est plus mitigée et nombre de banques coopératives ont montré la même appétence au gain que leurs comparses du « privé ». Cependant, l'économie sociale et solidaire porte une autre conception de l'économie, fondée sur la coopération plutôt que la compétition, et faisant confiance aux capacités d'auto-organisation des personnes. Le développement de coopératives de production ferait reculer la société de marché.

Ces réflexions nous ramènent, au terme de notre parcours, à la question initiale de l'économie, trop souvent oubliée : comment faire pour que les hommes soient le plus heureux – ou le moins malheureux – possible ? Cette question a refait surface ces der-

nières années sous la plume d'économistes soucieux de mettre leur « science lugubre » au service du bien-être.

Vers une politique du bonheur?

Depuis plusieurs décennies, des enquêtes ont été menées demandant aux personnes interrogées si elles s'estimaient heureuses. Un résultat étonnant est apparu: tandis que, de 1945 jusqu'aux années 1970, la hausse du PIB dans un pays s'accompagnait d'une hausse du bonheur des personnes, ce n'est plus le cas depuis.

*Le PIB a continué à croître, mais les
personnes n'en ont pas été plus
heureuses pour autant.*

Les bienfaits de la croissance semblent désormais contrebalancés par ses inconvénients: violence, isolement des individus, dégradation de la santé des personnes (cancers, obésité...), pollution, etc.

Ces résultats s'expliquent par le caractère absurde de la société de consommation: alors que de nombreuses personnes disposent d'un niveau de vie élevé, elles travaillent de façon tout à fait excessive pour pouvoir soutenir un niveau de consommation au moins égal, et si possible supérieur, à celui de leurs voisins ou collègues. Cette situation a été qualifiée de « course de rats »: comme le rat qui, dans sa roue, ne

peut jamais avancer quelle que soit sa vitesse, il n'est pas possible pour chacun de dépasser le voisin... si le voisin s'évertue à faire de même.

Mettre un terme à cette course folle n'est pas aisé. Comment expliquer à ses enfants pourquoi la voiture familiale est plus petite, leurs habits moins beaux et leurs vacances moins formidables que ceux de leurs camarades? Afin de sortir de cette course folle à la consommation et à la distinction sociale, l'économiste anglais Richard Layard a proposé que soient menées des « politiques du bonheur » visant à décourager, par la taxation, le travail excessif et à encourager le temps libre.

Par ailleurs, les pays les moins inégalitaires, comme le Danemark (« champion du monde » du bonheur déclaré), connaissent un taux de personnes heureuses plus élevé que celui des pays très inégalitaires, comme les États-Unis. En effet, la redistribution améliore le bien-être général, en prélevant des sommes relativement négligeables aux plus hauts revenus, pour les reverser à des personnes pour qui ces transferts sont importants. Mais les politiques sociales ne se limitent pas aux revenus: accéder à un niveau d'éducation plus élevé ou à des soins de qualité sont également des éléments d'un bien-être accru.

Bien entendu, le bonheur est d'abord lié à des éléments extra-économiques, comme le fait de vivre en démocratie, de disposer de stabilité affective et d'avoir des relations amicales. Ainsi, pouvoir voter, souvent, sur des sujets variés, être en couple et avoir des amis contribue au bonheur. Mais la stabilité matérielle est aussi nécessaire, comme disposer d'un emploi et d'un revenu suffisant. Par ailleurs, les acti-

vités altruistes contribuent fortement au bien-être des personnes qui les pratiquent. Enfin, innover, créer, sont des éléments essentiels de l'épanouissement humain, comme nous en faisons l'expérience au travail, en famille ou dans des activités sportives ou artistiques.

Au total, nous sommes sans doute tiraillés entre notre soif de reconnaissance, d'argent ou de pouvoir et ce qui contribue réellement à notre bonheur, comme le temps libre, les amis ou la création. Il existe ainsi un espace pour les politiques publiques afin d'encourager les relations de travail coopératives, d'assurer la sécurité économique de chacun et de réduire les inégalités. De plus, l'action publique pourrait encourager le temps libre, soutenir la consommation responsable et le bénévolat.

conclusion

Nous avons proposé quatre représentations de l'économie, chacune utile pour penser la crise contemporaine, la croissance, ou toute autre question. L'approche libérale insiste sur le caractère central de l'échange dans nos économies. L'analyse en termes de circuit nous apprend qu'une économie a besoin d'assurer une cohérence entre les biens produits et les revenus distribués. L'approche en termes de pouvoir nous invite à étudier la capacité des différents acteurs à influencer la situation considérée. Enfin, l'approche humaine et écologique nous demande de ne jamais oublier que les relations économiques sont *encastrées* dans des relations humaines et naturelles.

En particulier, chacune de ces approches propose une lecture de la crise actuelle.

Penser la crise contemporaine

Selon l'approche libérale, l'économie de marché ne peut spontanément entrer en crise. Si un déséquilibre se manifeste, c'est en raison d'une intervention extérieure. Les libéraux estiment que la crise actuelle est

la conséquence de l'intervention des autorités américaines, qui, au nom de l'accès de tous à la propriété, ont encouragé l'attribution de crédits immobiliers aux ménages pauvres. Lorsque ces ménages se sont retrouvés surendettés, ils n'ont pu rembourser leurs crédits, ce qui a précipité l'effondrement du marché immobilier et des banques. La crise résulterait donc d'une intervention politique contrariant le bon fonctionnement du marché.

À l'inverse, les keynésiens et les marxistes insistent sur le fait que l'économie de marché est fondamentalement instable. Ils pointent le caractère déséquilibré du mode de croissance américain (mais aussi européen) de ces dernières années, où les salaires n'augmentent pas aussi vite que les richesses produites. Certes, l'endettement a permis un temps de masquer cet écart entre offre et demande, en permettant aux ménages d'acheter les marchandises produites par les entreprises. Mais ce système n'était pas viable : le moment où les ménages ne pourraient plus continuer à s'endetter devait arriver.

Toutefois, les marxistes se distinguent des keynésiens en insistant sur le rôle central de la finance dans ces évolutions. Si les entreprises ont autant lutté contre la hausse des salaires, c'est notamment parce qu'elles étaient soumises à une recherche de rentabilité maximum à court terme imposée par les actionnaires. De plus, la dérégulation de la finance porte en elle les crises, le relâchement des contraintes et des contrôles ayant par exemple encouragé les comportements de fraude. Enfin, le pouvoir de la finance est également un pouvoir politique, qui pèse considérablement sur le processus législatif. De ce fait, les marxistes

pointent la nécessité de domestiquer la finance, quand les keynésiens recommandent surtout des plans d'investissement comme solution à la crise. Enfin, l'approche humaine et écologique relève l'insoutenabilité du mode de croissance actuel. Pour ces économistes, les hausses de prix des matières premières (pétrole) et de l'alimentation ont joué un rôle majeur dans le déclenchement de la crise en affectant le pouvoir d'achat des ménages, ce qui a réduit leur consommation et, *in fine*, précipité l'économie dans la récession. Mais, surtout, cette crise était inscrite dans le mode de fonctionnement actuel de l'économie, qui repose sur une surexploitation des ressources naturelles et qui délite le lien social. Il est donc nécessaire de passer à un mode de développement soutenable sur le plan écologique, humain et social.

Comme on le voit, les différentes représentations présentées dans cet ouvrage apportent chacune leur pierre à la compréhension de la crise. Elles sont en partie complémentaires. Ainsi, on peut partir du fait que la politique du gouvernement américain a alimenté des déséquilibres (marché), puis replacer cette observation dans le contexte plus large de l'insuffisance des revenus des salariés (circuit), faire un pas de plus en expliquant ce déséquilibre par la domination de la finance (pouvoir), pour finalement rappeler le caractère socialement et écologiquement insoutenable de nos économies (société et environnement). Cependant, les représentations de l'économie ne sont pas des poupées russes que l'on pourrait emboîter. En effet, chaque approche repose sur *une* façon de penser la réalité. De ce point de vue, nous sommes en

présence de représentations concurrentes du monde, ainsi que le montre la question du chômage.

Des représentations qui s'opposent

Pour les libéraux, si les entreprises n'embauchent pas, c'est d'abord en raison du poids de la législation qui les contraint dans leurs décisions d'embauche et de licenciement. Le second accusé est le « coût du travail », jugé trop élevé. Il conviendrait, par exemple, de revenir sur la semaine de 35 heures et de faciliter les licenciements, tout en réduisant les cotisations sociales, alors appelées « charges ». Une telle politique accroîtrait la « compétitivité » des entreprises, qui pourraient alors exporter et développer l'emploi. À l'inverse, selon l'approche keynésienne, si les salaires diminuent, la consommation s'effondrera, et le chômage augmentera. La baisse du coût du travail précipite l'ensemble des pays dans une « course à l'abîme » où chacun essaie de réduire le coût du travail plus rapidement que ses voisins. Pour les keynésiens, il faut investir dans l'éducation, les infrastructures et la recherche. Cela permettra à long terme d'accroître la qualité des produits et, à court terme, de stimuler la demande, ce qui poussera les entreprises à embaucher et à investir à leur tour.

Pour les marxistes, la cause première du chômage est un partage des richesses défavorable aux salariés, les profits ayant atteint des niveaux sans précédents. Il serait donc possible d'accroître les salaires en réduisant les dividendes et en limitant sévèrement les plus hautes rémunérations. Les économistes marxistes souhaitent mieux protéger les salariés dans leur em-

ploi et accroître leur pouvoir de décision. Enfin, il faudrait selon eux mettre fin à la capture de l'État par des groupes d'intérêt privés tels que la finance ou la filière nucléaire, et assurer le contrôle public des grandes fonctions économiques (énergie, logement, finance, éducation, transports, santé...).

Enfin, tout comme les keynésiens, les économistes écologistes estiment que la hausse de l'emploi nécessite de vastes investissements collectifs, notamment dans l'isolation, la production d'énergie et les transports. Mais ils insistent sur la nécessité de transformer radicalement nos modes de vie, en réduisant le temps de travail, en développant des circuits locaux de consommation, en encourageant des réseaux de solidarité, en construisant des biens durables, etc. En effet, cette approche reproche aux keynésiens et aux marxistes de faire de la croissance et de l'intervention de l'État la solution à tous les problèmes, quand il faut rompre avec le productivisme et permettre à la société de se défendre et de s'organiser elle-même.

Avec cette dernière représentation, on s'éloigne le plus possible de l'approche marchande qui a constitué notre point de départ.

Une représentation alternative

Si nous avons débuté notre ouvrage avec la représentation en termes de marché c'est parce que, en dépit de la crise actuelle, ce mode de pensée continue à régner dans les universités, les institutions internationales ou les ministères. De même, dans le débat public, il est en général demandé aux hommes et à la nature de se plier aux exigences de l'économie.

Comme le disait déjà Polanyi, le libéralisme économique « s'est développé en une véritable foi » selon laquelle « la société économique est soumise à des lois qui ne sont pas humaines ».

Nous avons donc dévidé la pelote libérale petit à petit afin d'arriver progressivement à prendre les questions « par le bon bout », celui de l'épanouissement individuel, de l'harmonie de la société, et du respect de la nature. Précisons le modèle ainsi obtenu. Tout d'abord, la représentation en termes de circuit nous fournit la représentation de base de l'économie, que l'on conservera ensuite, celle des flux monétaires entre les principales institutions économiques (État, banques, entreprises, et ménages). À cette représentation « en deux dimensions », on a ajouté ensuite la dimension « verticale » des rapports de pouvoir, ceux qui existent à la fois au sein de chaque institution et entre elles. On obtient ainsi une représentation de l'économie alliant circulation de richesses (circuit) et inégalités (pouvoir).

Puis on replace cette vision de l'économie dans un cadre plus large. Il faut alors ajouter les relations entre le circuit et l'environnement naturel, en faisant apparaître les entrées de matières premières et d'énergie, et les rejets polluants. Aux flux monétaires habituels s'ajoutent des flux d'énergie. Puis on enrichit la définition de chaque agent économique, en remarquant que les entreprises sont (aussi) des communautés humaines, que les individus ne sont pas que des consommateurs ou des travailleurs, et qu'il existe de nombreuses relations de solidarité et de coopération que les flux monétaires ne peuvent mesurer.

Au terme de cette démarche, on obtient un modèle de l'économie dans lequel l'approche en termes de marché passe du statut de représentation dominante à celui de représentation subordonnée. Certes, le marché de la tomate existe toujours, mais il est désormais replacé dans le circuit (les consommateurs ont-ils un revenu suffisant pour acheter des tomates?). De même, les rapports de pouvoir, par exemple entre producteurs et grande distribution, ou entre employeurs et salariés, sont pris en compte. Enfin, l'analyse inclut les aspects environnementaux (qualité des produits, pollution, soutenabilité...). Ainsi, nous disposons d'un guide d'analyse économique complet, qui nous permet de proposer une alternative globale au modèle libéral.

D'une philosophie l'autre

La force du raisonnement marchand tient à sa capacité à fournir à la fois une philosophie générale, le libéralisme, et un outil d'analyse « tout terrain », applicable à tout problème économique et social. Il faut donc proposer une représentation économique capable de le remplacer sur ces deux plans, ce que ni le keynésianisme ni le marxisme n'ont pu faire. L'approche keynésienne était une gestion pragmatique des déséquilibres macro-économiques, qui ne fournissait ni philosophie générale ni analyse des marchés particuliers. À une époque, le marxisme a pu constituer cette alternative. Mais il a échoué, en partie à cause de son orientation economiciste. Aujourd'hui, il nous semble que l'analyse humaine et environnementale héritée de Polanyi propose une

alternative cohérente. Elle propose tout d'abord une vision du monde et de la société, qui donne une place à chacun, à la société, et à notre environnement. De plus, elle propose des indicateurs qualitatifs absents des autres analyses, ce qui lui permet de nourrir un débat sur les différentes formes de production ou d'échange souhaitables et efficaces. Enfin, elle inspire et se nourrit des multiples initiatives déjà à l'œuvre, au Nord comme au Sud, en faveur d'une agriculture responsable, de monnaies locales, de logements accessibles et durables, de réseaux de soins, de finance solidaire, de coopératives de production...

Nous disposons donc, d'ores et déjà, d'outils intellectuels et pratiques nous permettant, au niveau local, national, européen ou mondial, de mettre l'économie au service de l'homme, de la société et de la nature. Cependant, pour que ce projet se concrétise il faut, comme le disait Keynes, commencer par « échapper » à cette « idée ancienne », qu'est le libéralisme. C'est ce à quoi ce livre a souhaité contribuer.

pour aller plus loin

Le marché

Adam Smith, *La richesse des nations*, Tome 1, Flammarion, 1999 [1776].

Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, LEDUC.S éditions, 2010.

Francisco Vergara, *Les fondements philosophiques du libéralisme*, La Découverte, 2002.

Le circuit

John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1988 [1936].

John Maynard Keynes, *La pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, coll. « Tel », 2002.

Pascal Combemale, *Introduction à Keynes*, La Découverte, coll. « Repères », 2010.

Gilles Dostaler, *Keynes et ses combats*, Albin Michel, 2009.

Gilles Dostaler, *Keynes, par-delà l'économie*, Le Bord de l'eau, coll. « Troisième culture », rééd. 2013.

Bernard Gazier, *John Maynard Keynes*, PUF, coll. « Que sais-je? », 2009.

Bernard Maris, *Keynes ou l'économiste citoyen*, Presses de Sciences-po, 2007.

Le pouvoir

Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, Flammarion, 1999 [1848].

Karl Marx, *Salaires, prix et profits*, Entremonde, 2010 [1865].

Karl Marx, *Les manuscrits de 1844*, Garnier-Flammarion, 1996 [1844].

Karl Marx, *Le Capital, Livre I*, Flammarion, coll. « Champs », 1985 [1867].

Bernard Chavance, *Marx et le capitalisme*, Armand Colin, 2009.

Pascal Combemale, *Introduction à Marx*, La Découverte, coll. « Repères », 2010.

Christian Laval, *Marx au combat*, Le Bord de l'eau, coll. « Troisième culture », 2012.

Kostas Papaioannou, *Marx et les marxistes*, Gallimard, coll. « Tel », 2001.

Thomas Coutrot, *Capitalisme contre démocratie*, La Dispute, 2005.

Michel Husson, *Le capitalisme en dix leçons*, La Découverte, coll. « Zones », 2012.

Société et environnement

Karl Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, coll. « Tel », 2009 [1944].

Karl Polanyi, *La subsistance de l'homme*, Flammarion, 2011.

Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance*, Le sang de la terre, 2006.

Denis Bayon, Fabrice Flipo, François Schneider, *La décroissance*, La Découverte, 2010.

Lucie Davoine, *Economie du bonheur*, La Découverte, coll. « Repères », 2012.

Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les petits matins/ Alternatives Économiques, 2012.

Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, coll. « Repères », 2012.

Serge Latouche, Didier Harpagès, *Le temps de la décroissance*, Le Bord de l'eau, coll. « Troisième culture », 2012.

Alain Lipietz, *Green Deal*, La Découverte, Paris, 2012.

Jérôme Maucourant, *Avez-vous lu Polanyi ?*, La Dispute, 2005.

Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles*, Les Liens qui Libèrent, 2012.

Dominique Méda, *Au-delà du PIB : pour une autre mesure de la richesse*, Flammarion, coll. « Champs actuel », 2008.

René Passet, *L'économie et le vivant*, Economica, 1979.

Richard Wilkinson, *L'égalité c'est la santé*, Demopolis, 2010.

lexique

Aliénation

Pour Marx, l'aliénation désigne le fait que l'homme n'est pas lui-même lorsqu'il travaille uniquement afin de percevoir un salaire. À l'inverse de l'artisan créateur et inséré dans sa communauté, l'ouvrier spécialisé est coupé de sa vraie personnalité, de ses collègues de travail et plus généralement de la société (exemple de la chaîne de montage).

Banque centrale

La Banque centrale dispose du monopole d'émission de la monnaie. C'est également elle qui fixe le taux d'intérêt qui servira de référence aux banques dans leur distribution de crédits. Suivant son orientation politique, la Banque centrale peut soit agir en faveur de l'emploi, soit en faveur de la stabilité des prix, ces deux objectifs étant habituellement (mais pas toujours) en opposition.

Capitalisme

Le capitalisme se distingue des autres systèmes économiques par l'appropriation par certaines personnes, appelées capitalistes, des « moyens de production ». Dans le capitalisme, les salariés, ou prolétaires, travaillent pour les capitalistes en échange d'un salaire. Livré à lui-même, le capitalisme se caractérise par une accumulation toujours plus grande de capital, des crises périodiques et des inégalités croissantes.

Circuit

Le circuit désigne les flux de monnaie dans une économie moderne, depuis l'émission de monnaie par la Banque centrale jusqu'à son utilisation par les banques, les entreprises et les ménages. On dit que le circuit est « bouclé » lorsque les revenus distribués sont compensés par des achats de même ampleur.

Concurrence

La concurrence désigne le fait que chaque vendeur a face à lui plusieurs acheteurs, et que chaque consommateur peut choisir entre plusieurs vendeurs. Lorsqu'un producteur est seul à fournir un bien ou un service, on parle de monopole. Si les vendeurs sont peu nombreux, il s'agit d'une concurrence oligopolistique. Enfin, la situation dans laquelle un seul acheteur est face à plusieurs vendeurs est qualifiée de monopsonne (exemple d'un État passant une commande d'armement).

Crise

Situation dans laquelle l'équilibre économique est rompu. Certaines crises sont des crises de surproduction : grâce au crédit, les entreprises accroissent leurs investissements, jusqu'au point où elles produisent plus de marchandises que les consommateurs ne peuvent en acheter (crises de 1929 et de 2008). Il existe également des crises d'offre, lorsqu'il n'est plus suffisamment rentable pour les entreprises de produire (crise des années 1970).

Équilibre

Situation dans laquelle aucun changement n'a lieu. Lorsqu'un marché est à l'équilibre, le prix est stable. Lorsqu'une économie est à l'équilibre, tous les biens et services produits sont vendus. Il n'y a pas de stockage involontaire de la part des entreprises (cas de sur-production). Il n'y a pas non plus de consommateurs empêchés d'ache-

ter autant de biens qu'ils le souhaiteraient, à leur prix de vente sur le marché (cas de sous-production).

Équilibre de sous-emploi

Expression utilisée par Keynes pour désigner une situation où, globalement, les entreprises parviennent à vendre leurs biens et services (l'économie est à « l'équilibre »), mais où le niveau d'activité est insuffisant pour permettre l'embauche de toutes les personnes souhaitant travailler au salaire courant (situation de « sous-emploi »). Keynes utilise cette expression pour signifier que le système économique ne peut pas par lui-même résorber le chômage. C'est la situation de la France depuis les années 1970.

État

L'État assure les fonctions économiques de base : sécurité du territoire et des personnes, droit des contrats, services publics, etc. Les libéraux souhaitent le réduire à un rôle minimal, quand les keynésiens lui demandent d'intervenir pour assurer la prospérité. Les économistes marxistes l'accusent d'être au service de la bourgeoisie, tandis que l'approche humaine et environnementale lui reproche d'écraser les modes de vie autonomes et locaux.

Exploitation

L'exploitation désigne le fait qu'une part de la valeur produite par l'ouvrier ne lui revient pas. Cette situation peut aussi bien apparaître dans une entreprise capitaliste ou une coopérative que dans une économie socialiste où une part importante de la valeur créée est utilisée pour procéder à des investissements (exemple de la Chine aujourd'hui).

Marché

Le marché est le lieu où se rencontrent les biens et services offerts par les producteurs (« l'offre ») et les quantités demandées par les consommateurs (la « demande »). C'est

sur le marché que se détermine le prix de vente des biens. Ce lieu n'est pas nécessairement physique, comme dans le cas d'Internet.

Multiplieur

L'« effet multiplicateur » désigne le fait qu'un investissement public entraîne un accroissement de PIB supérieur à sa valeur. Ainsi, lorsqu'un investissement de 10 milliards d'euros engendre une hausse du PIB égale à 20 milliards d'euros, on dit que le multiplicateur est égal à 2.

PIB

Le Produit Intérieur Brut est la somme des valeurs ajoutées par l'ensemble des acteurs économiques (entreprises, institutions financières, administrations publiques, associations et particuliers). C'est son calcul qui détermine le « taux de croissance » d'une économie. Il est aujourd'hui critiqué, notamment pour valoriser les productions polluantes et pour omettre des activités utiles, telles le bénévolat.

Prix d'équilibre

Le prix d'équilibre doit remplir deux conditions : à ce prix, toutes les quantités apportées au marché par les offreurs sont vendues, et aucun consommateur n'aurait souhaité acheter des quantités plus importantes. Ce prix étant très difficile à déterminer dans la pratique, il s'agit d'une référence avant tout abstraite, pour désigner une situation idéale.

Société de marché

La société de marché est une société gouvernée par une économie de libre concurrence. Dans cette société, tous les biens et services, y compris le travail, la monnaie et la terre, sont mis en vente sur des marchés. Relations de dons et services publics sont absents.

Gilles Raveaud enseigne l'économie à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8 – Saint-Denis. Il a collaboré aux ouvrages *Petit bréviaire des idées reçues en économie* (La Découverte, 2003) et *Douze économistes contre le projet de Constitution européenne* (L'Harmattan, 2005). Co-fondateur du mouvement des étudiants pour la réforme de l'enseignement de l'économie et membre de l'Association française d'économie politique, il collabore régulièrement au magazine *Alternatives Économiques* où il tient un blog.

Les désaccords entre économistes sont nombreux. Derrière leurs débats, souvent obscurs, sur le chômage, la dette, la mondialisation, les retraites, etc., se joue une controverse plus ancienne sur la manière de voir et de comprendre l'économie.

Quatre grandes représentations de l'économie, élaborées par Smith, Marx, Keynes et Polanyi, sont au cœur de la dispute des économistes.



8,00 € TTC



9 782250 070001